



Universiteit  
Leiden  
The Netherlands

## **Bunkeya et ses chefs: évolution sociale d'une ville précoloniale (1870 - 1992)**

Kalenga, P.C.

### **Citation**

Kalenga, P. C. (2014, April 30). *Bunkeya et ses chefs: évolution sociale d'une ville précoloniale (1870 - 1992)*. Retrieved from <https://hdl.handle.net/1887/25713>

Version: Corrected Publisher's Version

License: [Licence agreement concerning inclusion of doctoral thesis in the Institutional Repository of the University of Leiden](#)

Downloaded from: <https://hdl.handle.net/1887/25713>

**Note:** To cite this publication please use the final published version (if applicable).

Cover Page



Universiteit Leiden



The handle <http://hdl.handle.net/1887/25713> holds various files of this Leiden University dissertation.

**Author:** Kalenga Ngoy, Pierre Célestine

**Title:** Bunkeya et ses chefs: évolution sociale d'une ville précoloniale (1870 -1992)

**Issue Date:** 2014-04-30

## **Chapitre II : Godefroid Munongo et la renaissance du centre de Bunkeya**

Ce chapitre analyse l'œuvre de Godefroid Munongo, successeur d'Antoine. Prenant comme surnom de règne Shombeka qui veut dire bâtisseur, le constructeur sur la terre ancestrale, Godefroid est sans doute le chef yeke qui a mérité assurément son surnom de règne en exploitant les potentialités à sa disposition pour redonner une nouvelle image à Bunkeya. Pour comprendre l'œuvre du mwami Godefroid, il nous faut parcourir la longue expérience politico-administrative qui débuta avant l'accession du Congo à la souveraineté nationale et internationale ; la biographie de Godefroid enrichie par ses déboires autant que par ses succès permet aux observateurs de comprendre comment il a su prolonger l'épopée yeke. L'engagement politique du mwami sera à l'origine de la réalisation de plusieurs œuvres dont bénéficiera la population de la chefferie de Bayeke en général et le centre de Bunkeya en particulier. Outre cette présentation, nous abordons la manière dont le mwami a pu relancer les activités agricoles, ses efforts d'encadrement des masses rurales en relançant par l'entremise de certains organismes comme le CEPSE, l'activité agricole. Dans ce sens, il avait le souci de poursuivre l'œuvre commencée par son prédécesseur. Par la création d'une compagnie commerciale et agricole dénommée « la Compagnie de la Lufira », il sut donner une impulsion à la relance des activités et faire de Bunkeya un centre de polarisation des activités agricoles et commerciales. Tel est l'objet principal de ce chapitre qui clôturera l'étude sur l'évolution sociale de Bunkeya depuis sa création par M'siri jusqu'à sa renaissance du moins partielle avec l'avènement à la tête de la chefferie des chefs intellectuels Antoine et Godefroid Munongo qui ont marqué non seulement l'histoire de Bunkeya, mais aussi celle de toute la province du Katanga en général.

### ***II.1 Biographie de Godefroid Munongo***

Godefroid Munongo est fils de Mwenda Munongo Mutampuka et Nkolomba Manyema, femme aushi que Mutampuka avait hérité de son frère Mukanda Bantu. Il est né à Bunkeya le 20 novembre 1925, dixième d'une famille polygamique de quinze enfants dont 11 filles et 4 garçons. Il fut deuxième fils chez sa mère. D'une intelligence remarquable, Godefroid Munongo commença ses études primaires à Bunkeya chez les missionnaires Bénédictins, à l'école Saint André en 1936 et les termina à Elisabethville au Collège Saint Boniface en 1940. De 1940 à 1947, il fit les humanités anciennes à la mission Catholique de

Kapiri près de Kansenia. Puis, il suivit deux années de philosophie au Grand Séminaire Saint Thomas de Baudouinville (Moba). En 1949, il termina sa troisième année de philosophie au Centre Universitaire de Kisantu, au Bas-Congo. De 1949 à 1953, il acheva ses quatre années d'études en Sciences Administratives et Sociales au même Centre Universitaire de Kisantu.

En 1954, il effectua un stage dans l'administration à Elisabethville et réussit brillamment les examens de fin de stage. De 1954 à 1959, il fut attaché au bureau de Tutelle, puis il occupa les fonctions de greffier du tribunal, puis de juge de police d'abord, de territoire ensuite ; il devint après responsable du bureau des cartes d'identité, fut nommé chef de bureau au service des Pensions et enfin promu agent territorial.<sup>521</sup> Après ses études au centre de Kisantu, il fut directement engagé en qualité d'agent territorial de deuxième classe. En ce temps-là, un tel poste était réservé seulement aux Européens. La suite de sa carrière n'a fait que confirmer sa bonne formation en tant qu'élite universitaire. C'était un homme rigoureux et compétent selon ceux qui l'ont connu. La formation universitaire lui garantit une bonne carrière toujours ascendante qui fit de lui une des personnalités ayant le plus marqué la vie politique du Katanga en particulier et du Congo en général.

Le 24 Décembre 1954, il se maria à Clotilde Mulenda, fille de Bernard Mulenda, instituteur à Nguba. Enseignée et formée auprès des soeurs bénédictines de Likasi, Clotilde impressionnait par sa distinction, sa maîtrise du français, ses qualités de maison, acquises au contact des assistantes sociales de Lubumbashi qui, libérées de leur tâche d'éducation des masses, pouvaient se consacrer à l'épanouissement d'une élite féminine venue à disposer de revenus adéquats. De cette union sont nés neuf enfants dont cinq garçons et quatre filles.<sup>522</sup> Il s'agit de Christian Munongo M'siri, Symphorien Munongo Mutampuka, Claude Munongo Mwansa, Dominique Munongo Inamizi Kanonga, Mariange Kama, Odile Munongo Lwebo, Eric Munongo Kazembe et Patrick Munongo Kalenga.

En 1959, il fut nommé administrateur à la société d'électricité d'Inga et en cette qualité, il participa pendant deux mois aux travaux du Conseil d'administration de ladite institution en novembre à Bruxelles. Et en février 1960, il effectua un nouveau voyage de stage en Europe. A son retour, il fut nommé vice-président de l'Office de transport congolais, ONATRA alors OTRACO. Fort de cette expérience de gestion des entreprises publiques,

---

<sup>521</sup> Archives CERDAC, « Etat du Katanga, Secrétariat d'Etat à l'information, service de presse numéro 12 du 9 novembre 1960, biographie du ministre katangais de l'intérieur Godefroid Munongo »

<sup>522</sup> Entretien madame avec Dominique Munongo Inamizi Kanonga, à Bunkeya, le 20 décembre 2012.

Mobutu le nomma plus tard, en 1973, président du Conseil d'Administration à la Société Zaïro-Italienne d'exploitation du pétrole (SOZIR). Notons enfin que depuis 1966 jusqu'à sa mort, il fut administrateur délégué de la Brasimba.<sup>523</sup> De tout ce qui précède, on peut dire que Godefroid Munongo fut un des rares Congolais ayant occupé des postes stratégiques au cours de la période coloniale alors que de nombreux évolués n'avaient qu'à recevoir les comptes d'émérite et d'immatriculation pour jouer leur rôle d'agent auxiliaires.

Son ascension politique est liée à l'émergence des partis politiques au Katanga marquée par une différenciation ethnique. Ces associations ethniques se transformeront plus tard en partis politiques. En 1957, fut promulgué un décret colonial prévoyant des élections communales à Léopoldville, à Elisabethville et à Jadotherville. Fin décembre 1957 eut lieu à Elisabethville une consultation électorale au niveau des communes. A ce moment, il n'existait qu'un seul parti politique africain, *l'Union Congolaise* d'inspiration sociale et chrétienne encore embryonnaire, à la fois du point de vue de l'organisation que de sa portée dans les masses. Le système électoral adopté était celui du mandat unique par circonscription électorale. Le facteur tribal joua sans nul doute dans les quatre communes africaines et plus spécialement en faveur des candidats dont le groupe ethnique était le plus cohérent, c'est le groupe Luba-Kasaï qui sembla prendre le dessus, Kennes explique l'ascension de ce groupe en ces termes :

L'ethnicité luba fut créée dans cet espace minier, parmi la classe des salariés immigrants au Katanga et ailleurs, aidée par l'ethnographie coloniale, tandis que l'éducation missionnaire créait une culture commune Luba à partir d'une standardisation de la langue. Ainsi, faisant partie de l'espace « moderne » de l'Etat, coupés du monde du village auquel ils n'avaient plus de liens organiques, les Luba devinrent la classe par excellence de médiateurs entre le monde du blanc et le monde du noir. Il serait donc surprenant que les Luba du Kasaï ne soient pas considérés par le colonisateur comme leurs meilleurs collaborateurs, travailleurs et intelligents, contrairement aux autres peuples, considérés pour leur résistance à l'intégration comme « paresseux » et « arriérés».<sup>524</sup>

Dans cette génétique ethnique coloniale, il ne faudrait pas perdre de vue que les Luba-Kasaï font partie de cet ensemble des peuples qui ont accueilli le pouvoir colonial à cœur joie. Pour eux, c'était une véritable libération de la traite des esclaves dont ils étaient victimes, puisque

---

<sup>523</sup>*Biographie Historique du Congo*, Cerdac, Collection Documents et travaux, 22(2002-2003).

<sup>524</sup>E.Kennes, « Fin du cycle », 539.

non organisés politiquement à l'instar de leurs voisins Songye. Ces derniers faisaient continuellement des razzias dans les villages luba.

Godefroid Munongo en tant qu'agent administratif fut en principe exclu de ces urnes. Aucun de ces quatre Bourgmestres noirs n'était « Katangais authentique ». Les nouveaux bourgmestres à Elisabethville furent originaires du Kasai et du Maniema :

- Commune Albert : Pascal Luanghy, un nkusu du Maniema. Il jouissait d'un statut social très élevé à l'époque parce qu'il était membre du conseil de province du Katanga en 1958-59 et président de l'APIC-Katanga de 1950 à 1958.
- Commune Kenya : Amand Tshinkulu, un originaire des Bakwa Luntu, au Kasai occidental.
- Commune Katuba : Thaddée Mukendi, un luba du Kasai oriental.
- Commune Ruashi : Laurent Musengeshi, un songye du Kasai oriental. C'est un infirmier très actif dans le syndicat FGTK.

Une opinion katangaise attribuait cette « élection » de bourgmestres le plus souvent soit au plus haut degré d'organisation des « Kasaiens », soit aux manipulations du régime colonial de l'époque. Dès lors, la possibilité d'une manipulation par les autorités était plus plausible : le gouverneur du Katanga, Paelinck, venait du Kasai. Il aimait fréquenter les originaires de cette province et a même donné en tshiluba son discours d'adieu à la fin de son mandat au Katanga. Et les Katangais y virent une preuve d'hostilité de l'administration à leur égard.<sup>525</sup> Cependant, les résultats des consultations montrent que les bourgmestres nommés étaient aussi ceux qui avaient eu le nombre le plus élevé de voix, même si une majorité relative suffisait dans un système uninominal majoritaire à un tour.<sup>526</sup> L'élément ethnique n'avait pas joué un rôle prépondérant dans le choix de ces bourgmestres. En réalité, c'est le comportement sectaire des bourgmestres, luba du Kasai, dit Crawford Young, qui catalysa l'hostilité des « vaincus », « les Katangais authentiques »<sup>527</sup> C'est à la suite de tout ce qui précède qu'un groupe de jeunes gens se réunirent pour étudier l'avenir du Katanga. Parmi eux, se trouvaient Evariste Kimba, Dominique Diur, Henri Kambola, Albert Nyembo, Justin

---

<sup>525</sup>C.Young, *Introduction à la politique congolaise*, Crisp, (Bruxelles, 1966),133.

<sup>526</sup>A.Rubbens, « La consultation populaire du 22 décembre 1957 à Elisabethville », *Bulletin du Cepsi*, 42(septembre 1958), 77 – 81.

<sup>527</sup>C.Young, *Introduction*, 290.

Meli, Alexis Kishiba (qui semble être le précurseur de ce mouvement lorsqu'il publia un article intitulé « Katangais où es-tu ? »), Rodolphe Yav et Godefroid Munongo.<sup>528</sup> Ce groupe fut à l'origine de la création de la CONAKAT, Confédération des Associations Tribales Katangaises, le 04 Octobre 1958 et les associations membres de ce regroupement supra ethnique furent :

1. BALUBAKAT : Fondée à Elisabethville comme association ethnique en 1952, elle devint parti politique en novembre 1959 après son retrait de la Conakat suite à une divergence sur le statut des émigrés kasaiens et sur la structure du Congo aussitôt l'indépendance acquise ;
2. ATCAR : (Association des Tchokwe du Congo, de l'Angola et de la Rhodésie). C'est une association plus culturelle et sociale que politique, que dirigeait Muhunga Ambroise.
3. FRETRIKAT : La fédération des tribus du Haut Katanga présidée par Alexis Kishiba.
4. ASSOBAKO : Association de Bahemba de Kongolo.
5. ALMOKAT : Association des originaires de Lwapula Moëro du Katanga.
6. UBWAKO : Association de Bwami de Busumbwa Yeke. Cette association aurait été initiée par Godefroid Munongo alors agent de l'administration publique.

Dans ce climat de mécontentement anti Kasaien que ces différentes associations socioculturelles avaient fusionné pour former un groupe supra-ethnique fort, la CONAKAT, qui luttera pour l'état fédéral.

Le 04 Octobre 1958, Godefroid Munongo fut élu Président Général de la CONAKAT. Lors de la sortie officielle du parti le 30 octobre 1958 au foyer social de la Commune Albert, Godefroid Munongo élu prononça sa première allocution largement dominée par un accent anti-allogène. Ensuite, pour se concilier les faveurs et les amitiés du nouveau Gouverneur, la Conakat, sous l'impulsion de son président général, organisa à l'honneur de monsieur et madame Scholler, le dimanche 1 décembre 1958, une grande manifestation populaire qui rassembla au stade Léopold II (Stade Mwanke) des milliers d'Africains et une centaine d'Européens. Godefroid Munongo prononça un long discours qui fut traduit en kiswahili par Joseph Kiwele.

Dans sa seconde adresse, il donna le but primordial de son association en ces termes :

---

<sup>528</sup>« Etat du Katanga, Secrétariat d'Etat à l'information, service de presse numéro 12 du 9 novembre 1960, biographie du ministre katangais de l'intérieur Godefroid Munongo. »

Je ne manquerais pas cependant d'en profiter pour dire tout haut ce que pensent les véritables autochtones de cette province, représentés ici par les associations, la sauvegarde des intérêts du Katanga. D'ailleurs, ce n'est pas uniquement au nom des associations comme termes que nous avons voulu avoir l'honneur de vous recevoir, mais au nom des tribus représentées par les associations que la Conakat patronne. Car c'est en servant les tribus qu'elle entend servir les intérêts véritables d'une réelle communauté Congolaise.<sup>529</sup>

Cette adresse de Godefroid Munongo entrevoyait déjà l'établissement de rapport de parfaite collaboration entre les ruraux et les citadins.

La CONAKAT entend en effet, rester solidaire avec le milieu rural et leurs représentants. Elle entend coordonner les relations entre ces derniers et ceux qui habitent les grands centres afin d'arriver à l'harmonisation des perspectives dans le but qu'ils doivent atteindre. Et à ce titre, Monsieur le Gouverneur, la CONAKAT et les membres qui la composent ont, en vous invitant, un autre et principal souci : unanimement, nous sollicitons la création et consécration officielle des collèges permanents de tribus. Ces Collèges doivent exister à l'échelon de chaque tribu.<sup>530</sup>

Mais en 1959, L'administration coloniale demanda à Godefroid Munongo de choisir entre ses fonctions d'agent territorial et son mandat politique à la tête de la CONAKAT. C'est pourquoi il fut contraint à la démission pour être remplacé à la tête de la Conakat par Moïse Tshombe. Godefroid fut l'objet de malveillance et l'administration alla même jusqu'à le menacer de relégation.<sup>531</sup> Tshombe était un homme d'affaires. Il transparait clairement que Godefroid Munongo fut le premier leader katangais à faire donner à la CONAKAT sa ligne de conduite hautement particulariste et sectariste jusqu'à l'érection de cette association supra-ethnique en parti politique en juillet 1959. L'évolution politique ultérieure avait poussé l'association supra ethnique des Katangais à se constituer en parti politique.

Après la défection de la BALUBAKAT et de l'ATCAR provoquée par des raisons à la fois politiques et idéologiques, la CONAKAT se dota de nouvelles structures d'organisation. Le nouvel organigramme de la CONAKAT prévoyait un comité exécutif constitué des représentants de divers groupes ethniques. Godefroid Munongo fut intégré à cette structure comme représentant du Bwami au sein du comité exécutif de la CONAKAT. A côté des leaders d'autres associations, il contribua au renforcement de ce parti politique jusqu'à son

---

<sup>529</sup> *L'essor du Congo*, numéro 243 du mardi 23 décembre 1958

<sup>530</sup> *Ibid.*

<sup>531</sup> « Etat du Katanga, Secrétariat d'Etat à l'information, service de presse numéro 12 du 9 novembre 1960, biographie du ministre katangais de l'intérieur Godefroid Munongo. »



injection dans les nouvelles structures de transition définies à la Table ronde de Bruxelles en Février 1960.

En mars 1960, le Katanga devait désigner deux représentants au niveau tant national que provincial. Au Conseil Exécutif Général à Léopoldville, le Katanga fut représenté par Remy Mwamba Ilunga du cartel Katangais. De ce fait, au collège exécutif provincial installé le 21 mars 1960, la CONAKAT y délégua Godefroid Munongo. Et la composition de ce comité exécutif provincial se présenta de la manière suivante :

- Le Gouverneur Scholler
- Monsieur Godefroid Munongo,
- Monsieur Gabriel Kitenge,
- Monsieur Paul Muhona<sup>532</sup>

Ce Collège eut l'exercice effectif du pouvoir au Katanga jusqu'au 30 Juin 1960. Ce mandat transitoire plaçait Godefroid Munongo parmi les personnalités katangaises devant conduire la province aux élections législatives de mai 1960. Avant le 30 Juin 1960, la mise en place de nouvelles institutions nationales et provinciales devait se concrétiser après les élections de mai 1960. Ces dernières devaient donner au pays des parlementaires tant au niveau national que provincial. Soulignons ici que, la démission de Godefroid Munongo à la tête de la Conakat ne fut qu'une partie remise car en mai 1960, il se porta candidat aux élections législatives.

A l'issue des élections, il fut élu député de la province du Katanga sur la liste CONAKAT, dans la circonscription d'Elisabethville, en même temps que Moïse Tshombe, Jean Baptiste Kibwe et Idesbald Mpingu. Son élection à la députation provinciale lui ouvrit les allées du pouvoir au niveau local et national. Godefroid Munongo se révéla bientôt un personnage politique important sur la scène politique katangaise et congolaise. Outre la présidence de la CONAKAT, le collège exécutif provincial qui devait exercer le pouvoir jusqu'au 30 juin 1960, et la représentation du Katanga à l'Assemblée législative, Godefroid Munongo a occupé aussi plusieurs fonctions importantes tant au Katanga qu'à Léopoldville. Lors de la constitution du gouvernement provincial du Katanga, dans la nuit du 16 au 17 Juin 1960, il fut élu ministre des affaires intérieures au sein gouvernement katangais. Il joua un rôle de premier plan et sembla même porter ombrage au Président Tshombe. En cette qualité,

---

<sup>532</sup>G.Mbangwa Lukand, *Le Katanga et son destin, des origines à 1965*, (Lubumbashi, 1995), 45.

Godefroid Munongo fut choisi par le Président Tshombe, comme membre du collège restreint des Ministres, chargé de l'examen et de la préparation des questions à soumettre ultérieurement au conseil des Ministres.

En tant que ministre de l'Etat Indépendant du Katanga, Godefroid mena des actions de grande envergure en rapport avec le pouvoir lui conféré par la constitution de l'Etat sécessionniste. La première fonction exercée par Godefroid Munongo, au sein du Gouvernement Katangais, fut celle de Ministre de l'Intérieur. A la tête de ce Ministère, il put réaliser quelques-unes de ses visées jusqu'à la fin de la sécession du Katanga. Toute son énergie fut consacrée au combat en faveur du fédéralisme et à l'organisation du Katanga ainsi que contre les non-originaires du Katanga en matière d'occupation des postes stratégiques. Hugues Legros soutient qu'en prenant une part active dans la sécession et en pourchassant les non-Katangais, les Yeke essayent encore d'obtenir leur certificat d'identité et d'autochtonie.<sup>533</sup>

Ainsi Godefroid Munongo en tant que Ministre de l'Intérieur du Gouvernement Katangais mena une guerre féroce contre l'unité nationale congolaise. Pour libérer le Congo, il fallait d'abord libérer le Katanga. Son idée principale était d'organiser le Katanga pour qu'il soit un état indépendant très fort sur tous les plans. La réalisation de ce plan fut un de ses objectifs visés à la tête du Ministère de l'Intérieur. Déjà, en 1960, le Ministre de l'Intérieur, Godefroid Munongo, créa un office de redressement des détenus politiques (O.R.D.P.). Il arrêtait les récalcitrants et les mettait en prison ou à la foire. Cette prison fut installée à la Ngule (Camp militaire à l'époque belge) sur le plateau de Kansenia en vue de la rééducation politique, professionnelle ou morale de ses pensionnaires. Pour mémoire, cet office avait accueilli, le 12 août 1960 ; certains membres de la Balubakat arrêtés et envoyés dans cette prison de Ngule tels que Banza Ismaël, Tumba Ferdinand et tant d'autres.<sup>534</sup> La principale mission de cet office était de soustraire de la circulation tout celui qui voulait troubler l'ordre public, Godefroid Munongo, passe pour l'artisan principal du camp des réfugiés appelé foire.

*« Très touché par la détresse dans laquelle vivaient les personnes habitant le Camp des réfugiés, le Ministre porta à la connaissance du public qu'il venait de créer une œuvre d'aide en faveur de toutes les personnes frappées par le malheur. Cette œuvre de bienfaisance*

---

<sup>533</sup>H.Legros, *Chasseurs*, 207.

<sup>534</sup>Entretien avec monsieur Kasongo Ngoy à Lubumbashi, le 5 janvier 2012.

*publique ne toucha donc pas uniquement les personnes habitant le camp, mais toute personne réputée vivre dans la misère »*<sup>535</sup>,

En annonçant la création de cette structure, c'était pour Godefroid Munongo une façon de soigner l'image du gouvernement katangais taxé et qualifié de xénophobie à l'égard des Baluba (du Kasai et du Katanga).

En tant que Ministre de l'Intérieur, Godefroid Munongo a organisé aussi la police et la sûreté Katangaise. A la tête de la Police Katangaise (Gendarmerie), il nomma Monsieur Raphaël Mumba comme Inspecteur Général, qui fut remplacé plus tard par Monsieur Pius Sapwe. Et à la tête de la sûreté, Godefroid Munongo désigna ses proches messieurs Jérôme Disasa et Mpanda Kyofwa, respectivement administrateur Général et Administrateur Adjoint.

En ce qui concerne l'implication de Godefroid Munongo dans la mort tragique de Lumumba, premier Premier ministre du gouvernement national, tout ce que l'on peut dire avec une quasi-certitude, c'est que l'ex-premier ministre est arrivé avec ses deux compagnons, Mpolo et Okito, le 17 janvier vers 16h45 à Elisabethville dans un DC-4 en provenance de Moanda ; qu'ils n'étaient pas attendus ce jour-là et à cette heure-là dans la capitale du Katanga. Lumumba et ses compagnons avaient été sérieusement battus par des militaires baluba sous la conduite des commissaires généraux Mukamba et Kazadi. Ils furent ensuite brutalisés en présence de témoins européens par des militaires katangais conduits par le ministre de l'intérieur, Godefroid Munongo. Il est en outre possible que Munongo, le ministre Kibwe, le secrétaire d'Etat Samalenge et le commissaire de police Pius Sapwe, après avoir bu, aient décidé une exécution immédiate. Un commissaire de police belge, appelé plus tard le soir pour exécuter la « sentence », emmena les condamnés avec les deux pelotons de seize gendarmes sur la route de Jadotville. Lumumba, Okito et Mpolo auraient été dans ce cas exécutés à environ vingt kilomètres d'Elisabethville. Mais il est plausible que la décision finale ait en définitive reposé sur une soldatesque en furie que les ministres katangais, paniqués, excités et indécis, n'ont pu ou voulu contrôler. Dans ce cas, Lumumba et ses deux compagnons auraient été abattus en présence de quelques officiers belges dans une villa d'un colon belge avant d'être transférés dans la prison de Bunkeya, fief de Godefroid Munongo.<sup>536</sup>

Dans une autre version présentée par David Van Reybrouck, l'auteur revient sur les précisions de la commission parlementaire belge sur les responsabilités des uns et des autres

---

<sup>535</sup>*L'Essor du Katanga*, numéro 655 avril 1963, 1.

<sup>536</sup>J.C.Willame, *Patrice Lumumba, la crise congolaise revisitée*, éd. Karthala, (Paris, 1990), 464-465.

dans l'assassinat de Patrice Lumumba. Comme le souligne Jean Claude Willame, l'avion qui transportait l'ex-premier ministre et ses fidèles compagnons atterrit à Lubumbashi le 17 janvier 1961. Les prisonniers furent accueillis par une centaine des soldats armés sous le commandement du capitaine belge Gat. Aussitôt après, un convoi les emmena à la maison Brouwez, une villa vide à l'écart, appartenant à un belge, à quelques kilomètres de l'aéroport. La garde à l'extérieur et à l'intérieur de la villa était assurée par la police militaire, sous les ordres de deux officiers belges. Ce propos est soutenu par Weber qui affirme que les mêmes gardiens les poussèrent à coup de crosse dans la jeep de la police katangaise, qui les emporta dans une villa située à proximité de la Luano dont les coordonnées avaient été choisies par Godefroid Munongo.<sup>537</sup> Du côté Katangais, ces prisonniers y reçurent la visite d'au moins trois ministres entre autres Munongo, Kibwe et Kitenge. L'auteur poursuit en précisant que la décision de transférer Lumumba au Katanga était un plan commun des autorités de Léopoldville, de leurs conseillers et des autorités de Bruxelles, la décision de tuer Lumumba fut prise par les autorités katangaises. « *Ce fut surtout le ministre Godefroid Munongo qui joua à cet égard un rôle déterminant. Il était le petit-fils de M'siri, le marchand d'esclaves afro-arabe qui au XIXème siècle s'était approprié le royaume de Lunda.* »<sup>538</sup> Il est vrai que Godefroid était le petit-fils de M'siri mais ce dernier n'a jamais été un afro-arabe, un sumbwa du Nyamwezi. Il ne s'était pas approprié le royaume de Lunda, il avait pris quelques possessions au Mwata Kazembe du Luapula.

Enfin les travaux qui ont précisé la description des séquences de l'assassinat de Lumumba ne manquent pas de montrer le rôle majeur du ministre Godefroid Munongo. Jean Omasombo en fait mention : « *Gérard Soete meurt en juin 2000 sans avoir rendu les reliques de Lumumba: deux dents de la mâchoire supérieure et les doigts qu'il avait gardés du cadavre dépecé en janvier 1961. Ce que vise cette besogne de Soete sous injonction de son ministre G. Munongo, c'est de faire disparaître Lumumba pour qu'on n'en parle plus.* »<sup>539</sup> Il est normal que les autorités katangaises aient pris la décision de tuer Lumumba, car depuis 1959 jusqu'à la tenue de la Table-Ronde, les propos de Lumumba au sujet des Katangais étaient toujours

---

<sup>537</sup>G.Weber, *Le Katanga de Moïse Tshombe ou le drame de la loyauté*, éditions Louis musin, (Bruxelles,1963), 178.

<sup>538</sup>D.Van Reybrouck, *Congo, une histoire* (traduit du néerlandais par Isabelle Rosselin), Actes du sud, (Paris, 2012), 332.

<sup>539</sup>J.Omasombo Tshonda, « Lumumba, drame sans fin et deuil inachevé de la colonisation » *Cahiers d'Etudes Africaines*, 44 :173/174 (2004), 221-261.

qualifiés de discourtois. Le ministre Kibwe, s'exclama sur la chaîne de la Télévision nationale en disant : « Il nous fallait régler les comptes à ce monsieur qui nous avait injuriés. »

Jacques Brassime et Jean Kestergat disent que s'il fallait établir la liste des principaux responsables de la mort de Lumumba, il faudrait y inscrire en ce qui concerne le Katanga, Munongo pour son évidente détermination à faire disparaître un ennemi aussi détesté que redoutable.<sup>540</sup> Ne faut-il pas noter les quelques altercations qui eurent lieu entre ces deux hommes dans le passé avant l'indépendance lorsqu'ils se sont querellés à Elisabethville en présence d'André Scholler, dernier gouverneur belge de la province du Katanga. Lumumba lui avait lancé ces mots : « J'aurai ta peau. » et Munongo répliqua : « Tu ne mettras plus les pieds ici. Si tu reviens au Katanga, tu n'en sortiras pas vivant. ».<sup>541</sup> Munongo n'a-t-il pas réalisé son rêve lorsque le 13 février il avait annoncé la mort de Patrice Lumumba. Kestergat dira que « la nouvelle n'en sera donnée que le 10 février suivant par le ministre de l'intérieur, Godefroid Munongo qui attribue la responsabilité de la mort des détenus à des villageois en colère les ayant surpris alors qu'ils étaient en fuite. C'est un mensonge si évident que Munongo lui-même renoncera à soutenir cette version. Mais la vérité, il ne dira plus non plus.<sup>542</sup> La mort le surprendra au moment où il avait promis de donner son témoignage sur tous les événements qui ont conduit à la mort du premier Premier ministre Congolais et ses compagnons. Sur le plan international, Les occidentaux voulaient, à tout prix, préserver leurs intérêts et privilèges au Congo et étaient prêts à écarter tous ceux qui y porteraient atteinte. En plus, Lumumba se montrait très intransigent conformément à sa position nationaliste; il avait utilisé une mauvaise tactique, celle de menacer de faire appel à l'URSS si l'Occident ne l'aidait pas. Il était vite perçu par les dirigeants occidentaux comme un procommuniste. Le Directeur de la CIA de l'époque Allan Dulles pensait que Lumumba était comme Fidel Castro si pas pire.<sup>543</sup>

Au cours de son mandat de ministre de l'intérieur du Katanga, Godefroid Munongo se montra un habile fonctionnaire ayant su bien organiser et pacifier cet Etat. Lors des troubles sanglants opposant les partisans de la Conakat avec ceux de la Balubakat, fit maîtriser la

---

<sup>540</sup>J.Brassime, et J.Kestergat, *Qui a tué patrice lumumba?* Editions duculot (louvain-la-neuve), (Paris, 1991), 205.

<sup>541</sup>*Ibid.*

<sup>542</sup>C.Braeckman (dir), *Congo 1960, échec d'une décolonisation*, André Versailles, grip, Bruxelles, 2010, 100.

<sup>543</sup>E.Wamba dia Wamba, « Politique africaine : le cas de la République Démocratique du Congo », 2012, [http://www.codesria.org/IMG/PDF/wamba\\_dia\\_wamba\\_politique\\_africaine](http://www.codesria.org/IMG/PDF/wamba_dia_wamba_politique_africaine).

situation avec l'aide du représentant des Nations Unies au Congo. Le Ministre de l'intérieur fut aussi aidé dans ces troubles par les premiers Bourgmestres, les autorités locales de l'Administration et de la Police. Disons que Godefroid réussit à maîtriser la situation à la suite de l'organisation impeccable de la Police et de la sécurité Katangaises. En tant que Ministre ayant la tutelle de l'intérieur sous ses responsabilités, il sut doter la police katangaise des structures, des équipements nécessaires à l'efficacité des interventions. La Police Katangaise fut, grâce au talent de Godefroid Munongo, un corps spécialisé capable de mieux accomplir sa mission de sécuriser la population. En reconnaissance de ses mérites, les ex-gendarmes Katangais en mutinerie contre l'autocrate de Mobutu en 1966, exigèrent la présence de Godefroid Munongo à Kisangani comme médiateur attiré entre eux et le pouvoir. Ils affirmèrent qu'ils ne pouvaient écouter que ce dernier.<sup>544</sup> En sa qualité de Ministre de l'Intérieur, Godefroid Munongo avait signé plusieurs décrets, lui seul ou en commun accord avec le Président de l'Etat de Katanga, en vue de bien sécuriser et administrer le Katanga. Comme l'arrêté du 2 novembre 1960 relatif à l'interdiction de l'activité de l'association Watch Tower sur toute l'étendue du territoire du Katanga et l'Ordonnance-Loi du 21 février 1961 créant la nationalité Katangaise.<sup>545</sup>

La bonne administration de la province et sans tâtonnement dans la gestion territoriale poussa Godefroid Munongo à créer une école de formation des cadres territoriaux. Implantée à Jadotville, cette école fonctionnait dans le bâtiment appelé « Hôtel Cosmopolite ». C'est dans ces mêmes locaux qu'œuvrent aujourd'hui la Mairie de Likasi. Cette école formait des cadres territoriaux compétents dans l'administration publique. Il s'inspira du modèle de l'EMA (école moyenne d'administration) Plusieurs ressortissants de Bunkeya sont passés par cette école, tel Paul Kazembe, cousin du ministre de l'intérieur et du mwami des Yeke, qui deviendra plus tard administrateur de la sûreté provinciale.<sup>546</sup>

En 1961, le Ministre de l'intérieur riposta rigoureusement contre l'arrestation du Président Moïse Tshombe et de son ministre Evariste Kimba emprisonnés à Léopoldville par les autorités centrales. Godefroid Munongo voyait dans cette arrestation un vaste complot international ourdi par les ennemis du Katanga. Ce dernier visait à provoquer des troubles pouvant occasionner l'intervention armée pour déstabiliser le Katanga. Mais, bien

---

<sup>544</sup>*Biographie Historique du Congo*, Cerdac, Collection Documents et travaux, 22(2002-2003), 36.

<sup>545</sup> Moniteur Katangais.

<sup>546</sup>« Entretien avec monsieur Jean-Marie Kashoba ».

d'observateurs voyaient en Godefroid Munongo le véritable détenteur du pouvoir au Katanga. A cette époque, il cumulait les fonctions de Président, de Ministre des affaires étrangères et de Ministre de l'Intérieur. Après le 11 mai 1961, les mêmes observateurs crurent percevoir des indices de rupture au sein du directoire. Et Léopoldville voulait compromettre la stabilité du pouvoir détenu par le Collège katangais en l'absence de Moïse Tshombe en évoquant les excès politiques et policiers de Godefroid Munongo. Ce dernier fit partie avec Jean Baptiste Kibwe et Gabriel Kitenge du groupe des radicaux de la sécession Katangaise. C'est pourquoi, il était celui qui exprimait mieux la déception des Ministres Katangais lors de la résorption de la sécession Katangaise, en ces termes : « *Si nous avions fait comme tout le monde, en livrant les blancs au massacre et au pillages, on nous considérerait en Europe comme des grands nationalistes et partout comme des interlocuteurs valables. Mais nous n'avons pas tué assez de blancs et c'est pourquoi l'Europe nous méprise* ». <sup>547</sup>

Comme l'a bien souligné une majeure partie des observateurs de la politique du gouvernement sécessionniste, Godefroid Munongo a porté ombrage à Tshombe, il était le véritable chef du gouvernement. C'était un homme dur et ferme, il lui manquait le parfum de diplomatie yeke. S'il avait été mwami à l'époque coloniale, il lui adresserait les mêmes reproches que son père Mutampuka sur le plan du caractère. Par contre Antoine Munongo avait suivi la ligne de conduite de son oncle Mwenda Kitanika.

A la reddition de la sécession Katangaise, le Ministre résidant chargé des affaires katangaises, Monsieur Joseph Ileo, tenait à éliminer les éléments durs de la scène politique provinciale en les remplaçant par les dociles, favorables à la politique de Léopoldville. Il réussit son premier coup de force en mettant André Kapwasa à la tête de l'Assemblée provinciale en remplacement de Monsieur Charles Mutaka wa Dilomba. Ce dernier était proche de Godefroid Munongo, il était arrière petit-neveu de M'siri par son père et avait aussi des liens de parenté avec le chef Pande, par sa mère <sup>548</sup> Le passage d'André Kapwasa à la tête du parlement lui donna des atouts politiques nécessaires à l'élimination de tous les radicaux du gouvernement Katangais par voie des motions censures. Godefroid Munongo fut l'un des Ministres visés par la politique entreprise par Joseph Ileo.

En Avril 1963, trois motions de censures furent déposées à l'assemblée provinciale contre les défenseurs des idées séparatistes et de Moïse Tshombe, parmi eux Godefroid

---

<sup>547</sup> *Biographie Historique du Congo*, Cerdac, Collection Documents et Travaux, 20(2002),38.

<sup>548</sup> *Biographie Historique du Congo*, Cerdac, Collection Documents et Travaux, 22(2002-2003) ,140.

Munongo accusé par ses pairs de tribalisme dans le recrutement du personnel de son ministère et par la création du Camp des réfugiés. Mais la pertinence des réponses adressées à l'Assemblée provinciale dans sa note parlementaire lui permit d'échapper à la motion de méfiance par 13 voix contre, 8 voix pour et 6 abstentions. La motion de censure dirigée contre l'homme fort du Katanga au parlement Katangais visait la condamnation et la réprobation sans appel de la politique dure menée par Godefroid Munongo pendant la sécession par ses propres coéquipiers désormais acquis à la stratégie de Léopoldville contre le Katanga, stratégie qualifiée par l'aile dure de la Conakat de subversion et de domination des politiciens de Léopoldville sur ceux du Katanga en l'occurrence membres dits du groupe de Binza. Pour bon nombre des observateurs, le rejet de cette motion se pliait à la logique du respect des recommandations du plan U.Thant refusant de poursuivre les ministres katangais pour les actes et gestions posés pendant la sécession.

Le 26 Avril 1963, Moïse Tshombe remania son gouvernement et Godefroid Munongo quitta le ministère de l'intérieur pour celui de la santé publique. Le passage de Godefroid Munongo à ce ministère fut de très courte durée. En sa qualité de ministre de la Santé Publique, il visita différents dispensaires et hôpitaux de la ville de Likasi, de Kipushi, de Kambove et d'Elisabethville. Au cours de ces visites, il put se rendre compte de l'état déplorable de certains centres hospitaliers. Il eut le courage politique de profiter de ses visites pour signifier aux fonctionnaires du service médical qu'il combattrait partout les moyens à sa disposition l'esprit de laisser-aller et de l'indiscipline, entraves principales de la bonne marche de tout service. Le Ministre de la Santé Publique organisa d'autres voyages de sensibilisation, cette fois-ci, à l'intérieur du Katanga. Au cours de ses tournées, il se rendit compte que l'état réel des dispensaires et d'autres installations pharmaceutiques de Bunkeya, de Mitwaba, de Kambove, de Mulungwishi et de Lubudi. Godefroid Munongo est resté attaché à son terroir d'origine car son village natal et la capitale de ses ancêtres bénéficia de plusieurs dons en produits pharmaceutiques. Partout où il était passé, il versa d'énormes sommes d'argent pour la réfection des formations sanitaires. Plusieurs Bâtiments de dispensaires et des hôpitaux furent réparés et certains dépôts pharmaceutiques furent ravitaillés en produits pharmaceutiques. Son passage à la tête de ce ministère était de courte durée, Godefroid Munongo n'a pas pu réaliser son projet de doter les chefs-lieux des chefferies et des territoires des dispensaires modernes. Des constructions déjà entamées restèrent inachevées, par



exemple, sur la route-Kasenga et dans d'autres territoires de la province.<sup>549</sup> Par cette politique, Godefroid voulut perpétuer la vision du gouvernement de la sécession qui accorda une importance de choix au milieu coutumier. Il était véritablement attaché au milieu coutumier sur tous les plans. N'obligeait-il pas ses enfants à passer plusieurs moments de vacances à Bunkeya pour s'imprégner de la culture leurs ancêtres ? Ils ont tous appris à parler la langue de leur terroir.<sup>550</sup>

Le Président Joseph Kasa-Vubu, en Juillet 1963, avait signé la loi créant les deux provincettes au Katanga, à savoir le Lualaba et le Katanga oriental. De ce fait, l'ancienne province du Katanga fut démembrée en trois provinces : Katanga oriental, Lualaba et Nord-Katanga. Au Katanga oriental, Edouard Bulundwe fut élu Président provincial. A la formation de son gouvernement, Godefroid y fut nommé Ministre de la Justice et de l'information. Bientôt nommé Ministre de la Justice, il se mit au travail. Godefroid Munongo fut chargé par le gouvernement provincial d'enquêter sur la grève des travailleurs de l'Union Minière du Haut-Katanga (U.M.H.K.) à Jadotville. A l'issue de cette mission, il fit la déclaration suivante :

J'ai été officiellement saisi de la question d'une grève sauvage, c'est-à-dire illégale qui a pris naissance dans les installations de l'Union Minière du Haut Katanga à Jadotville. Je dois rappeler que cette grève est illégale, les moyens pacifiques légaux n'ayant pas été utilisés au préalable. Tenant compte de l'intérêt primordial de tous les travailleurs et employés de l'U.M.H.K. ainsi que des intérêts des populations occupées dans les industries. Tenant compte aussi de la législation sur la matière. Tenant compte des améliorations des salaires que nous exigeons en votre faveur, et dont je vais vous parler. Je prie tous les grévistes de reprendre le travail mardi matin 21 Avril 1964, faute de quoi, à mon regret, je me verrais obligé de parler le Ministre de l'Intérieur de prendre les mesures qui s'imposent. Ces mesures iront jusqu'à l'arrestation des meneurs et des grévistes persistants.<sup>551</sup>

En tant que Ministre de l'information, Godefroid Munongo a pu résoudre les différends qui l'opposaient à la Voix du Katanga. Il avait reçu une délégation de la presse dirigée par Monsieur Amisi, Directeur de la Voix du Katanga suspendu : Le but de la rencontre était de demander de lever la mesure qui frappait le directeur de la Voix du Katanga. Cette mesure fut levée par le Ministre qui prodigua de sages conseils à toute la

---

<sup>549</sup>Entretien avec monsieur Alexis Kazembe à Lubudi, le 20 octobre 2012.

<sup>550</sup>« Entretien avec madame Dominique Munongo Inamizi Kanonga ».

<sup>551</sup>*Essor du Katanga* numéro 948, avril 1964, 1.

délégation de la presse du Katanga oriental. En outre, en sa qualité de Ministre de l'Information, Godefroid Munongo fit une déclaration sur la convocation des travaux constitutionnels de Luluabourg, en ces termes :

Plus que Tananarive, Coquilhathville et Kitona ? Luluabourg sera réellement la seule chance pour les enfants de ce pays. En tant que membre du Katanga à la commission constitutionnelle, je suis fermement convaincu que cette fois-ci, la réunion ne se terminera pas sans résultats. Les enfants de ce pays n'ayant connu que malheur sur malheur voici quatre ans, il faut à tout prix que cette fois-ci on y mette fin. Il faut que les citoyens vivent dans le bonheur, comme partout ailleurs. Eh bien ! il faut que ceux qui sont au pouvoir ne croient pas qu'ils y sont à tout jamais, parce qu'ils voulaient durer, alors qu'ils n'ont plus, mais absolument plus l'appui de la population. Celle-ci n'a plus besoin de discours, car, il n'y en eu trop et il faut maintenant des actes. Ces actes ne seront concrets que si la solution trouvée à Luluabourg est réellement africaine et tient compte de réalité.<sup>552</sup>

Pour comprendre l'importance de la constitution dite de Luluabourg, il faut voir les circonstances qui ont favorisé la réforme de l'ancienne constitution mise au point par le colonisateur belge. D'abord la loi du 19 mai 1960 appelée communément « Loi Fondamentale » A partir de 1963, des faits nouveaux survinrent pour rendre incontournable l'introduction d'une nouvelle constitution. La sécession katangaise fut réduite entraînant par voie de conséquence le retour de cette province dans les girones de l'administration de Léopoldville. Le plan U.Thant, qui faisait prévaloir l'intérêt d'une réconciliation nationale et une réduction de la sécession à l'amiable, cessa d'être la pierre angulaire à partir de laquelle la constitution devait être élaborée. On prit également conscience, cette année-là que la première législation touchait à sa fin du moins si l'on se référait à la Loi Fondamentale.

Une période politique « Chaude » s'annonçait avec des élections pour les Chambres et la présidence de la République. Il devenait délicat d'envisager de tels événements sans disposer d'un outil constitutionnel adéquat. Il fallait s'occuper de la mise en place de la nouvelle constitution. Le Président Kasa-Vubu l'avait très bien compris, c'est pourquoi, il s'efforça d'activer les débats du parlement. Celui-ci ralentit son activité de mars à juin 1963. La session extraordinaire du mois d'août tourna court, les parlementaires s'étant fixé un autre objectif : faire tomber le gouvernement Adoula. Kasa-Vubu renvoya les Chambres, il procéda à la mise sur pied d'une commission constitutionnelle. Il fit appel aux services d'une commission extrêmement large avec une représentation des instances les plus diverses, mais aussi les plus inattendues. Le gouvernement central, les Assemblées et les gouvernements

---

<sup>552</sup>*Essor du Katanga*, numéro 900 du 22 février 1964,1.

provinciaux, les syndicats des travailleurs et du patronat, les confessions religieuses, la jeunesse et la presse furent tous représentés aux travaux de cette commission. Il faut noter que les délégués étaient de la Société civile et non des partis politiques. C'est dans ce sens que Godefroid participa à la constitution de Luluabourg en tant que Ministre de la justice et de l'information du gouvernement de la province du Katanga oriental. Godefroid Munongo fut un des membres actifs de la constituante. Il contribua, le 11 Avril 1964, à l'adoption d'un texte de 204 articles, devenu le projet de constitution à soumettre au référendum populaire avant sa promulgation par le chef de l'Etat.<sup>553</sup>

Le référendum organisé du 25 juin au 10 juillet dans les quelques régions non troublées, aboutit à un résultat positif. La constitution put ainsi être promulguée le 1<sup>er</sup> 08/1964. Le Congo avait enfin une première constitution rédigée par ses propres ressortissants. Le pays se choisit un nouveau nom : « République Démocratique du Congo », une devise nationale : « Justice, Paix, Travail » et un nouveau drapeau « Bleu à l'Etoile d'Or » de l'A.I.A., déjà modifié en 1960 par adjonction de 6 étoiles. Le nouveau drapeau était bleu, flanqué en diagonale d'une bande rouge (symbolisant le sang des martyrs) et une étoile jaune (Symbole des richesses minières). La constitution consacra le régime parlementaire avec un premier ministre nommé par le Président dans la majorité parlementaire.

Ainsi, après les travaux de la Conférence de Lualuabourg, le Président Kasa-Vubu songea cette fois-ci à Moïse Tshombe. Au pays, un message officiel lui fut lancé pour son retour d'urgence à Léopoldville en vue d'une consultation avec les instances politiques du pays. A l'issue de ces consultations, il fut nommé enfin Premier Ministre du Gouvernement de Salut Public à Léopoldville. Connaissant le savoir-faire politique de Godefroid Munongo, Moïse Tshombe lui confia à partir de 10 juillet 1964 le Ministère de l'Intérieur du Gouvernement Central. Titulaire de ce Ministère, Godefroid Munongo cumula aussi les fonctions des Cabinets de la Fonction Publique et de la Justice. Moïse Tshombe se choisit comme directeur de cabinet Bernard Munongo.<sup>554</sup>

---

<sup>553</sup>I.Ndaywel è Nziem, *Histoire*, 639.

<sup>554</sup>Fils d'Antoine Munongo né en 1939, au moment où Tshombe est rappelé au pays pour exercer les fonctions de premier ministre. Il passe par la Belgique ; il recrute un certain nombre de jeunes congolais qui venaient de terminer leurs études universitaires. Il va les regrouper dans son cabinet et Bernard Munongo qui venait d'être reçu docteur en droit sera le directeur de cabinet du premier ministre de juillet 1964 à octobre 1965. Bernard Munongo a su attirer la sympathie du premier ministre et de ses collaborateurs, grâce à son savoir-faire et à la maîtrise des dossiers. Véritable visionnaire, il insista auprès du premier ministre Tshombe pour que ce dernier conseille le président Kasa-Vubu de ne pas promouvoir Mobutu qu'il qualifiait de général d'opérette. Chose que

Après sa nomination à ce Ministère de l'Intérieur, Godefroid Munongo se mit au travail. Il organisa une tournée dans toutes les provinces du Congo même dans celles où les rébellions faisaient encore rage. Il visita les Provinces du Haut Congo et du Kivu où les mulelistes faisaient le terrorisme.<sup>555</sup> Au cours de ces tournées, il appela les populations au calme et à faire confiance au Gouvernement de Salut Public. Cela entraînait dans les objectifs du gouvernement Tshombe qui se résumaient sur trois axes : mettre fin à la rébellion, stabiliser l'économie et organiser les élections. Pour bien d'observateurs, Tshombe avait réussi son pari, c'est pourquoi il avait obtenu une majorité au nouveau parlement.

A partir du mois d'Avril 1965, on organisa des élections nationales, le Ministre de l'Intérieur visita toutes les provinces afin de se rendre compte de l'efficacité des structures mises en place pour un bon déroulement des élections. Sa première visite de travail commença par Coquilhatville avant d'atteindre le Kasai et le Katanga. Au Kasai, le Ministre de l'Intérieur visita successivement Luluabourg, Tshikapa, Mwene-Ditu et Lodja. Le Ministre eut des entretiens avec des autorités locales et surtout avec les présidents des Bureaux de Vote. Ces entretiens portèrent spécialement sur la façon dont se dérouleraient les opérations électorales et la défaillance matérielle. Partout où il était passé, le Ministre Godefroid Munongo invitait la population à choisir en toute quiétude des hommes capables de diriger les destinées du pays.

En tant que Ministre de l'Intérieur et de la Fonction Publique du Gouvernement central Congolais, il se rendit aussi à Elisabethville pour se rendre compte de la situation qui se détériorait continuellement depuis la fin des élections. Pendant les élections, les autorités provinciales du Katanga Oriental avaient essayé d'intimider la masse locale en arrêtant Monsieur Kayumba, Directeur de la voix du Katanga et Monsieur Amisi son vice-directeur. Ces arrestations arbitraires avaient provoqué de vives réactions de la part de toute la presse nationale et internationale. Après l'examen minutieux de la situation, il décida de la libération de ces deux journalistes. Le Ministre se rendit ensuite au Nord Katanga où la situation

---

Mobutu ne pardonnera jamais à Bernard. Il s'était également engagé avec les autres pour œuvrer dans le sens de l'amélioration de l'image des ressortissants du Katanga, vis-à-vis de ceux d'autres provinces. En effet, depuis la sécession du Katanga, les Katangais étaient considérés comme des xénophobes et des rebelles. Le recours à la sécession avait terni leur image. Il fallait redorer le blason du katangais. C'est à cela que Bernard Munongo s'était engagé. Lire la biographie de Bernard dans « *Biographie Historique du Congo* », collection documents et travaux 22 (2002-2003), 151-153. Le premier ministre fut entouré de l'élite yeke travaillant pour l'unité du katanga.

<sup>555</sup> *Essor du Katanga*, septembre 1964,1.

semblait être confuse un certain temps entre le Commissaire de la République pour le Nord-Katanga, Monsieur Kambola et les Chefs Coutumiers de Kongolo. A Kongolo, le Ministre de l'Intérieur tint une réunion de sécurité avec les autorités de la place. Les mesures de défense pour le Nord-Katanga contre les infiltrations des mulelistes furent prises au cours de cette réunion. Car les mulelistes étaient encore éparpillés dans la région de Kabambare où ils menaçaient la population de Kongolo.<sup>556</sup>

En sa qualité de Ministre de l'intérieur du Gouvernement Central, Godefroid Munongo procéda à l'arrestation et à la mise en résidence surveillée du Gouverneur de la province du Lualaba, Dominique Diur accusé de détournement des deniers publics à Kolwezi. La population de la province du Lualaba s'était plainte de la mauvaise gestion des fonds publics et Godefroid Munongo l'arrêta en tant que Ministre de la Justice.<sup>557</sup> Le Ministre de l'Intérieur devait faire face aux contestations du M.N.C. /L contre les élections nationales. Selon lui, le MNC/L a été incapable de présenter des listes de candidature conformes aux prescriptions légales. L'échec électoral du M.N.C./L était la conséquence logique du non-respect de la légalité constitutionnelle. Godefroid Munongo avait conclu à cet effet que la rébellion devait prendre fin. Au cours de sa déclaration, il avait mis en garde la presse contre la propagation d'informations tendancieuses.

Voyant la fin prochaine du mandat du gouvernement et en prévision des élections législatives et présidentielles de 1965, le premier Ministre Moïse Tshombe, renvoya son Ministre de l'Intérieur, Godefroid Munongo au Katanga Oriental où il le soutiendra aux élections pour le Gouvernorat. Au Katanga oriental, deux candidats se disputaient le fauteuil de Gouverneur. Les deux candidats étaient bien connus et on avait eu à juger leurs actes au cours de la première législation. Il s'agissait de Jean-Baptiste Kibwe et de Godefroid Munongo. De l'avis des observateurs, les Conseillers provinciaux qui étaient bien renseignés sur le passé de chacun des candidats n'éprouvèrent apparemment aucune difficulté pour élire celui qui, à défaut de la réunification, devait présider pendant cinq ans aux destinées du Katanga oriental. Après deux tours de scrutin, Messieurs Kibwe et Godefroid Munongo étaient à égalité. Kibwe désista, resté candidat unique, Godefroid Munongo fut Proclamé Gouverneur par acclamation.<sup>558</sup> Par l'arrêté numéro 10/041 du 03 Août 1965, le Gouverneur

---

<sup>556</sup>*Essor du Katanga*, numéro 1252, du 5 mai 1965, 1.

<sup>557</sup>*Ibid.*

<sup>558</sup>*Essor du Katanga*, numéro 1296, du 29 juin 1965, 1.

Godefroid procéda à la nomination des membres du Gouvernement provincial du Katanga Oriental.

- Monsieur Edouard Bulundwe : Ministre de l'intérieur
- Monsieur Jean Baptiste Kibwe : Justice et Travaux Publics
- Monsieur Raphaël Mumba: Finances et Industrie
- Monsieur Cyprien Kaela: Agriculture, Postge et Télécomm.
- Monsieur Enock Kikontwe : Santé Publique
- Monsieur Frédéric Kibassa Maliba : Education, jeunesse, Sport,

Travail et Affaires sociales ;

- Monsieur Godefroid Munongo: Plan, Tourisme et Fonction Publique.

Dès le lendemain de la nomination de l'équipe gouvernementale le Gouverneur du Katanga Oriental, Godefroid Munongo présida une réunion du Conseil des Ministres. Au cours de ce Conseil, trois points importants figurent à l'ordre du jour, à savoir : logement des Ministres et du Président de l'Assemblée ; moyens de transport des Ministres ; présentation officielle de l'équipe gouvernementale à la population.

Le 03 Août 1965, le Gouverneur du Katanga Oriental, Godefroid Munongo, avait fait une déclaration politique à Jadotville. Au cours de cette déclaration, il soutint que son gouvernement était un gouvernement d'action. Il regretta que beaucoup n'ait pas encore compris pourquoi il avait abandonné le poste de Ministre de l'Intérieur du gouvernement central pour le poste de Gouverneur du Katanga Oriental. Car les promesses faites aux Chefs coutumiers en 1960, n'ont jamais été tenues. C'est ainsi qu'en commun accord avec le premier Ministre Moïse Tshombe, il était venu se présenter à l'échelon provincial pour continuer à servir les populations du Katanga Oriental.<sup>559</sup>

Le 20 Août 1965, le Gouverneur du Katanga Oriental présenta le programme de son Gouvernement. Ce dernier comportait les points ci-après: la restauration des travaux d'adduction d'eau et de raccommodement de l'électricité à toutes les agglomérations importantes, construction d'habitations récentes pour les grands chefs coutumiers, promotion des valeurs congolaises, la promotion générale de l'économie provinciale ; l'action énergétique

---

<sup>559</sup>Essor du Katanga, du 04 août 1965.

pour le respect des droits du Katanga Oriental dans la répartition de la subvention constitutionnellement dues par le gouvernement central à la province et la mise en œuvre de grandes régions agricoles. Peu après son investiture, il construisit le ministère de l'agriculture et l'école technique supérieure d'études secondaires d'agriculture (E.T.S.S.A.) fut créée. En effet, soucieux de donner aux élèves des connaissances solides et conformes à son programme de rénovation agricole, le Ministre Kaela demanda aux élèves de 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> années de cette école de participer à des travaux pratiques dans les centres ruraux de Kilobelobe, de Mukulubwe, et de Karavia. Par la politique des grands travaux agricoles, Godefroid tenait à relever le niveau de vie des populations villageoises. Sur le plan des idées, il demeura constant, attaché au développement des milieux coutumiers.

Après la révocation de Moïse Tshombe, le Gouverneur du Katanga Oriental lui avait adressé un message de soutien :

Monsieur le Premier Ministre Moïse Tshombe : La population et le Gouverneur du Katanga Oriental ont suivi avec émotion le développement de la situation : Ils vous assurent de toute leur sympathie dans la nouvelle épreuve que vous traverserez. Jamais, ils n'oublieront et il est certain que la grande majorité du peuple congolais n'oubliera pas l'œuvre immense que vous avez entreprise et réalisée. Vous avez été appelé à un moment où le pays réclamait un sauveur accepté d'assumer la lourde et pénible tâche de sauver le Congo de la Dêbâcle.. Vous avez répondu sans hésiter à l'appel unanime et vous vous êtes sacrifié corps et âme pour le salut public.<sup>560</sup>

Ce bilan dressé par le gouvernement Munongo, se présenta de la manière suivante : l'amélioration de plusieurs avenues d'Elisabethville et de Jadotville, la construction de 6 ponts Beley sur la route de Baudouinville, le rechargement et le nivellement de la route de Bunkeya, le montage du pont sur la Lufira, l'asphaltage de la bretelle reliant le boulevard Baudouin et l'avenue Stanley, l'élargissement du boulevard Reine Elisabeth permettant une double circulation et la réhabilitation de la route Mokambo-Luapula. Ces quelques réalisations étaient à compter parmi tant d'autres, l'œuvre fut arrêtée lors de la fusion du Katanga Oriental avec Lualaba pour former la province du Sud-Katanga.<sup>561</sup>

Après le coup d'Etat du 24 novembre 1965, à la toute première visite du nouveau président au Katanga, le premier mars 1966, Godefroid Munongo prit tout son courage pour exprimer sa déception devant le Général Mobutu en lui déclarant qu'il venait de commettre

---

<sup>560</sup> *Essor du Katanga*, numéro 1383 du 14 octobre 1965. 1.

<sup>561</sup> Mutombo Samakay, « Conflits entre leaders politiques au Katanga 1960-1990 », (mémoire de licence, Unilu, 1998).

une grosse erreur en prenant le pouvoir, car, selon lui, Mobutu devrait s'occuper de l'armée et laisser la politique aux politiciens.<sup>562</sup> Cette façon de présenter les faits dénote du manque de diplomatie dont on a parlé, et constitue sur le plan tout à fait personnel, une des faiblesses de Godefroid Munongo. Jusqu'au 5 avril 1966, l'ancienne province du Katanga ne comptait que 3 provincettes. Après cette date, c'est-à-dire le 6 Avril 1966, elle en comptait deux, à la suite de la fusion en une seule, de la provincette de Lualaba avec celle du Katanga-Oriental pour former la province du Sud-Katanga. Ainsi, l'ancienne province du Katanga, à partir du 6 Avril 1966, ne comptait que deux : la province du Nord-Katanga et celle du Sud-Katanga. Cette fusion résulta de la réduction du nombre des provinces de 21 à 12 par le Président Mobutu. Godefroid Munongo alors Gouverneur du Katanga Oriental ne se trouvera nulle part dans l'administration territoriale. Ainsi, il jugea bon de poser sa candidature au poste de Gouverneur du sud-Katanga. Après un scrutin amplement disputé, il fut élu Gouverneur de la nouvelle province du Sud-Katanga avec 33 voix contre 23 à Dominique Diur, ex-Gouverneur du Lualaba, devenu Vice-gouverneur.

Les deux hommes devaient, désormais, présider aux destinées de la province nouvellement découpée. Le Sud-Katanga qui fut découpé en trois districts, à savoir :

1. le District de Lualaba, chef-lieu Sandoa, comprenant les territoires de Sandoa, Kapanga, Dilolo et Musonoi ;
2. Le district de Lufira, chef-lieu Kambove, regroupant les territoires de Kambove, Lubudi, Sakania et Kipushi ;
3. Le District de Luapula-Moëro, chef-lieu Kasenga, englobant les territoires de Kasenga, Pweto, Mitwaba et Baudouin ville ;

Fort de son nouveau mandat, Godefroid Munongo se détermina à continuer le même plan d'action adopté pour la province du Katanga-Oriental. Dans le souci de redynamiser le secteur de la santé, le gouvernorat du Sud-Katanga dota sa province de 10 ambulances et de 2 corbillards. Mais, la lutte d'influence entre les deux hommes fut nocive à l'action de développement de la province. Les rapports entre le Gouverneur Godefroid Munongo et son Vice-Gouverneur, Dominique Diur, furent très tendus. A titre de rappel, Godefroid Munongo, alors Ministre de l'Intérieur du gouvernement central avait suspendu le Gouverneur du Lualaba, Dominique Diur, pour des raisons de détournement des deniers publics. Cette

---

<sup>562</sup>« Entretien avec monsieur Lwamba Bilonda à Lubumbashi ».



suspension fut à la base de la morosité des relations entre les deux hommes appelés à gérer ensemble la province du Sud-Katanga. Le conflit éclata entre le Gouverneur Godefroid Munongo et le Vice-gouverneur Dominique Diur notamment autour de la répartition des Ministères entre l'ancienne province du Lualaba et l'ancien Katanga Oriental.<sup>563</sup> Lorsque le 21 juillet 1966, des combats opposants les mercenaires appuyés des ex-gendarmes katangais (pour n'avoir pas été payés) aux soldats de l'ANC, les ex-gendarmes en mutinerie exigèrent la présence de Godefroid Munongo à Kisangani. Ils affirmaient, comme nous l'avons déjà dit plus haut, qu'ils ne pouvaient écouter que Munongo et secondairement le Général Mulamba, premier ministre d'alors de la République Démocratique du Congo. Après un séjour d'une semaine à Kisangani, où il s'était fait accompagner de deux de ses ministres provinciaux (Bulundwe et Kibassa), de son retour à Lubumbashi, Godefroid Munongo, Gouverneur du Sud-Katanga, fut convoqué à Kinshasa avec son vice-gouverneur Dominique Diur. Après que le Gouverneur du Haut-Congo, Ignace Michel Ramazani, du Kivu, Dieudonné Boji et du Nord-Katanga, Henri Ndala Kambola fussent convoqués à leur tour à Kinshasa pour accointance avec les ex-gendarmes Katangais, le Président Mobutu mit fin à l'autonomie des provinces, qui furent par ailleurs réunifiées pour passer de 12 à 8 plus la Ville de Kinshasa. Godefroid qui symbolisait alors l'unité du Katanga<sup>564</sup> fut incarcéré d'abord à Kinshasa, avant d'être envoyé dans l'île de Bulabemba, pour finir par la prison à Kisangani. Il ne sera libéré qu'en 1969. Mais pour l'isoler et le faire oublier de la mémoire collective, il était interdit de le saluer ou de l'aborder pour une conversation.<sup>565</sup>

Par son Ordonnance du 25 Décembre 1966, le Président décida que les Gouverneurs à élire désormais à la tête des nouvelles provinces seraient permutés de manière à ce que plus personne ne puisse diriger sa province d'origine. Au Katanga unifié Paul Muhona fut élu

---

<sup>563</sup>*Biographie Historique du Congo* Cerdac, collection documents et travaux, 20(2000), 10 lire aussi Mutombo Samakay, « Conflits entre leaders politiques au Katanga 1960-1990 »

<sup>564</sup>La position de Godefroid Munongo semble trouver sa justification par son appartenance tribale, des relations matrimoniales et culturelles que les yeke créent avec quasiment tous les peuples du Katanga, les luba inclus. Cette intégration fut également symbolique, par un essai d'intégration dans l'univers mythique des autres peuples leur récit de fondation de la royauté sacrée incorpore ainsi des éléments des cultures symboliques politiques de la plupart des autres peuples du Katanga. Avec un peu d'exagération, on pourrait le considérer comme une sorte de charte fondatrice d'un état katangais, centralisé autour de Bunkeya. E.Kennes, « Fin du cycle », 534.

<sup>565</sup>*Biographie Historique du Congo*, Cerdac, collection documents et travaux 20(2000), 39.

Gouverneur et il fut transféré au Kasai. Et celui du Haut-Congo (Province Orientale). Manzikala fut placé à la tête du Katanga.<sup>566</sup>

Suite au décès, le 6 Août 1976 de son frère aîné, Antoine Mwenda Munongo, Godefroid Munongo fut élu et intronisé comme 6<sup>ème</sup> Mwami des Yeke. Il régna ainsi après M'siri, Mwenda Mukanda Bantu, Mwenda Kitanika, Mwenda Munongo Mutampuka, et Antoine Mwenda Munongo. C'est en cette qualité de Chef Coutumier et mwami des Yeke que le Président Mobutu le nommera membre du Comité Central en 1980 avec beaucoup d'autres autorités coutumières telles que Mwant Yav des Lunda, Mwanagwana Kalamba de Bena Lulua, Nyimi des Kuba, Mulopwe Kasongo Nyembo des Luba du Katanga. En 1982, Godefroid Munongo occupa des postes importants dans les structures du MPR. Au comité exécutif, il fut chargé de l'administration du territoire en 1982. Après trois mois de service, il démissionna en vue de rentrer au Katanga dans son royaume, son souci était d'être près de sa population.

Les années 90 marquent un tournant important dans l'évolution politique de la République Démocratique du Congo. La vague de la Perestroïka venue de l'Est imposa au Zaïre de Mobutu la démocratisation des institutions. Le processus démocratique engagé à cette fin affaiblit progressivement l'autorité de l'homme seul jusqu'à l'acceptation du pluralisme. Une conférence nationale dite souveraine fut convoquée en 1991 pour définir le nouveau paysage politique du pays, Godefroid Munongo fut désigné comme délégué de la Société Civile à cette conférence. C'est là qu'il a trouvé la mort de façon mystérieuse, le 28 mai 1992, alors qu'il s'apprêtait à présenter sa déclaration qui était attendue dans tous les milieux nationaux et internationaux. Il semble en effet que Godefroid Munongo voulait livrer à la postérité, la vérité sur l'assassinat le 17 janvier 1961 de Patrice Emery Lumumba dans lequel, on lui a toujours attribué le rôle primordial. Craignant de se faire éclabousser, le président Mobutu et tous ceux qui avaient trempé dans cet assassinat, auraient fait empoisonner Godefroid Munongo pour l'empêcher de parler. Le parcours politique de ce personnage est élogieux, son règne comme mwami de Yeke en sera profondément marqué.

## *II.2 Œuvres de Godefroid Munongo*

Comme dit plus haut, Godefroid prit, à son investiture, le surnom de Shombeka qui veut signifier le constructeur de la terre ancestrale. Mais, si nous jetons un regard rétrospectif

---

<sup>566</sup>Lwamba Bilonda, *Les gouverneurs du Katanga de Wangermé à Kyungu wa Kumwanza* (1910-1991), Ceska, (Lubumbashi, 1999).

sur l'ascension politique de ce chef, nous sommes d'avis que ses premières œuvres ou réalisations en faveur de sa contrée ont vu le jour dès les premiers moments de la sécession katangaise. En tant que ministre de l'intérieur, il fut l'instigateur de la formation du bataillon de la gendarmerie katangaise installée à Bunkeya. Comme nous pouvons le constater partout où il est passé comme responsable, Godefroid Munongo n'avait pas manqué de poser un quelconque geste en faveur de Bunkeya (Ministre provincial de l'intérieur, de la santé, de la justice, gouverneur de province, ministre national de l'intérieur, commissaire d'état, membre du Comité central du MPR, etc.).

Godefroid Munongo monte au trône chez les Yeke en 1976, avec les conséquences du manque d'intérêt que l'autorité politique de l'époque a longtemps réservé aux autorités coutumières ; l'absence de moyens financiers et autres mis à leur disposition ; avec la médiocre situation économique qui résulte notamment du mauvais état des routes et accélère les migrations vers les centres ; avec la graduelle de toutes les acquisitions de l'époque coloniale, celle notamment de l'adduction d'eau à Bunkeya même, qui en réduit la population à s'assembler, signe des temps, autour du puits de M'siri. Mwami devait faire face à toutes ces déplorables situations en faisant preuve de bons sens et en déployant beaucoup d'efforts pour pouvoir matérialiser son surnom de règne. L'objectif majeur est celui de mobiliser les masses paysannes, de les tirer de l'inertie et de la passivité afin de les conduire à la participation à la vie sociale, culturelle, politique, économique ainsi qu'aux loisirs communautaires.

### II.2.1 la vie politique et culturelle

Sur le plan des idées, il fut un tenant de l'authenticité africaine et du mode ancestral de vie politique. La commémoration du meurtre de M'Siri a été mise en valeur par Godefroid Munongo, qui succéda à son frère Antoine le 12 septembre 1976. Il en fit une cérémonie publique où il invita de nombreux visiteurs étrangers. Son fils, Godefroid Munongo Jr., devenu mwami en juillet 1998, continue cette tradition et est lui-même devenu président de l'Association des chefs coutumiers du Congo. Il semble être fort conscient de son rôle symbolique pour l'unité katangaise, surtout dans une époque d'implosion de l'Etat : L'histoire de M'siri est indissociable de celle du Katanga.

La date du 20 décembre 1891, que nous commémorons chaque année à Bunkeya par de grandioses manifestations, revêt d'une [sic] importance capitale pour nous car elle marque véritablement le point de départ de l'idée de la nation katangaise. [...] Tout cet élan de nationalisme qui s'organisait

harmonieusement autour de ce chef dynamique sera, hélas, brutalement stoppé par les Belges.<sup>567</sup>

Godefroid Munongo réintroduisit le culte des ancêtres pour marquer d'un cachet spécial les festivités du 20 décembre. Il s'évertuait à constituer les valeurs traditionnelles. Ce faisant, il voulut rester fidèle aux croyances ancestrales. Le culte qu'il pratique est celui de « Misambwa », ou culte des mânes. Il semble cependant qu'il ne l'ait pas strictement pratiqué comme ses aïeux. Pour eux, il s'agissait d'implorer la bénédiction du créateur en cas de besoins et demander que toutes les forces naturelles soient favorablement disposées.

Mais le mwami était entouré de féticheurs-devins et ne croyait qu'aux présages et oracles que ceux-ci prononçaient.<sup>568</sup> A ce sujet, les relations entre l'autorité coutumière et les représentants de l'église catholique ne furent pas tendres, Les correspondances que les missionnaires adressaient aux autorités ecclésiales et politico-administratives ne manquaient pas d'accuser l'autorité coutumière d'un certain laxisme à l'endroit des devins et féticheurs à Bunkeya. En 1985, le Père Supérieur écrivit à son Excellence Monseigneur l'archevêque de Lubumbashi sur la situation qui prévalait à Bunkeya au sujet de ce qu'il avait appelé « chasse aux sorciers » :

Certains éléments de la collectivité (chefferie) collaborent avec les « Nganga », notamment le juge président du tribunal, le greffier, les policiers ; le grand chef lui-même préside certains jugements et présentation de fétiches, en bon nombre des accusés- parfois spontanément, sous l'intimidation- reconnaissent leur culpabilité, d'autres refusent.<sup>569</sup>

Deux ans après, le phénomène réapparut à Bunkeya lourd de conséquences : un homme s'est donné la mort après avoir été accusé de sorcier. L'équipe missionnaire de Bunkeya écrivit au Gouverneur de la province avec copie au Comité Central du M.P.R qui était l'organe de conception et de décision au sein du parti unique<sup>570</sup>. Dans une correspondance adressée à l'archevêque de Lubumbashi, le commissaire de Zone Assistant de Lubudi est d'avis que le mwami encourageait les pratiques fétichistes :

Effet, en cette date, j'ai pris tout mon courage d'homme en main et mis aux arrêts le célèbre devin Mwangala Ndundu ex-Léopold alias Mutape Nkonko,

---

<sup>567</sup>Fondation du Mwami M'siri, 1998, p.9

<sup>568</sup>Kashoba Mabindi, J.,M., *Modes de succession...op.cit*, p.70-71

<sup>569</sup>Lettre adressée à monseigneur Kabanga, archevêque de Lubumbashi, par l'équipe missionnaire de Bunkeya, en date du 7 juin 1985, dossier mission Bunkeya, archives de l'archevêché de Lubumbashi.

<sup>570</sup>Les conséquences de la pratique fétichiste à Bunkeya, lettre adressée au gouverneur de province par l'équipe missionnaire, en date du 9 septembre 1987, archives de l'archevêché de Lubumbashi

féticheur attiré du chef de collectivité et chef de bande de tous les escors qui maltraitent la population de la collectivité des Bayeke. Le lendemain je le déposais au Parquet où il était recherché sans succès depuis l'année écoulée car bien encadré et protégé par le chef de collectivité des Bayeke.<sup>571</sup>

Tous ces événements ont eu lieu avec la complicité de l'autorité coutumière qu'incarnait Godefroid Munongo. Ce dernier n'avait pas suivi, en cette matière, la ligne tracée par son prédécesseur, chef chrétien qui avait supprimé le culte des ancêtres.

Si la réapparition du phénomène sorcier-devin dans le milieu traditionnel a troublé la quiétude de certains, cela n'a pas du tout contribué à ternir l'image du chef dans son milieu. Il apportait un renouveau dans l'organisation politique de sa chefferie en créant un grand conseil qu'on appelle désormais le grand conseil du Bwami. Cet organe avait pour rôle essentiel de gérer tous les conflits relatifs à la coutume dans la société yeke. C'est un exercice de la démocratie à l'africaine comme veut le dire Grévisse :

Dans le jeu si particulier qui, traditionnellement, se joue entre chef légitimement élu- et révocable- et son conseil des notables représentant légitimement le corps social tout entier, il découvre l'expression d'une authentique légitimité, d'une démocratie véritable. Les manifestations et résultats de cette vie démocratique à l'africaine sont, comme partout dans le monde, fonction des humains qui la mènent. L'école doit devenir le moyen de les initier « au savoir culturel traditionnel » et les former aux relations qu'implique l'exercice d'un pouvoir de type coutumier.<sup>572</sup>

Le régime Mobutu fut caractérisé par des tracasseries des éléments prétendus de la sécurité civile et de la J.M.P.R (Jeunesse du Mouvement Populaire de la Révolution), Godefroid Munongo, par sa position politique et sociale, a dû lutter farouchement et avec efficacité contre les détracteurs de sa population. Les populations des régions environnantes venaient se réfugier à Bunkeya.<sup>573</sup> Godefroid a su assurer la sécurité des personnes et de leurs biens cela a favorisé le développement du site de Bunkeya. Il y parvint en usant de son autorité (commissaire d'Etat, membre du Comité Central) et de ses relations avec le pouvoir public. Les gendarmes et les membres de la J.M.P.R, auteurs des troubles, des extorsions étaient souvent expulsés de Bunkeya.

---

<sup>571</sup>Lettre du commissaire de zone assistant de Lubudi adressée à son excellence monseigneur Kabanga, archevêque de Lubumbashi en date du 27 septembre 1986, dossier mission Bunkeya, archives de l'archevêché de Lubumbashi.

<sup>572</sup>F.Grévisse, « La lignée », 634.

<sup>573</sup>« Entretien avec monsieur Kalabo à Bunkeya »

Le souci de pénétrer la profondeur de l'âme yeke, le poussa à parcourir l'ancien espace de l'empire de Garenganze de M'siri. Il alla même jusque dans les contrées qui, administrativement ne dépendaient pas de lui. Son objectif était de retrouver et de reconforter les Yeke laissés par M'siri à Kitopi près de Moba, à Kashobwe en territoire de Kasenga et à Kibanda en territoire de Bukama.<sup>574</sup> Son plus grand souci fut de reconstruire, de ressusciter l'âme yeke dans le chef de tout un chacun. De ce fait, il mit sur pied plusieurs chorales pour faire revivre la culture yeke. Cette régénération spirituelle permit à la jeunesse yeke de se réconcilier avec sa culture et de réintégrer son passé glorieux en écoutant ceux qui vantaient l'épopée de ses ancêtres. Les danses traditionnelles étaient organisées les jours des grandes manifestations (jour commémoratif de la mort de M'siri, anniversaire de l'intronisation du Mwami). Son fils Godefroid Junior s'investira dans cette œuvre, il fera à maintes reprises faire voyager la chorale yeke en dehors des frontières du pays (en Zambie, Zimbabwe, et Afrique du sud).

## II.2.2 La vie socio-économique

Comme nous l'avons souligné dans les lignes précédentes, Godefroid voulait bien mériter son surnom de règne « bâtisseur de la terre ancestrale », c'est pourquoi il entreprendra des constructions, des rénovations des activités économiques pour l'intérêt de son peuple. Il remit sur pied l'exploitation du four à chaux, cette industrie fonctionna bien pendant la période coloniale sous la supervision des missionnaires Bénédictins. La production de cette industrie de la chaux était vendue à la Brassimba/Likasi. Il entreprit la construction d'un hôtel à Bunkeya, l'hôtellerie de Bunkeya est une œuvre touristique qui accueille bien des visiteurs spécialement les jours des grandes manifestations populaires du village. Il rendit vie aux salines de Nguba et créa au chef-lieu une marbrerie destinée à valoriser une riche matière première locale et satisfaire ainsi des besoins qui se manifestent dans certains milieux urbains principalement Likasi et Lubumbashi. A ces activités officielles, dans l'exercice desquelles il était aidé par un conseil de régence, s'ajoutaient d'effectives participations dans la direction d'exploitations industrielles qui le tenaient fréquemment éloignée de sa chefferie.

En 1978, deux ans après son investiture, il fit aboutir le projet de constructions de logements pour professeurs de l'institut Kikela dirigé par monsieur René Christopher, 8 maisons furent construites à Bunkeya. On se rappellera que le premier bâtiment de cette école fut érigé en 1947 par le « Fonds du Bien-être Indigène ». En fait, la nécessité se fait sentir

---

<sup>574</sup> Archives du Bwami, fiche numéro 5, 10.

lorsqu'on ouvrit à l'école Sainte Thérèse de Bunkeya un cycle court d'enseignement normal de quatre années d'études conformément au programme qui entra en vigueur au cours de l'année scolaire. Avec l'appui des coopérants belges, l'action du chef ne se limita pas seulement à cette construction de logements, elle s'étendra à d'autres aspects sociaux du milieu rural. C'est ainsi que Shombeka entreprit la construction des ponts pour désenclaver Bunkeya. Avec l'ingénieur belge Pith, on construisit les ponts de Kalonga, de Kabo vers Kateba, Nyemba, Nsamba, Kalaba,, Mukabe-Kasari et de Dikulwe.<sup>575</sup> La construction de ces ponts a, non seulement permis les contacts et les échanges entre les populations des différents groupements des Yeke, mais aussi faisait de Bunkeya un centre de convergence de toutes les activités de la chefferie. La réfection des routes et la construction des ponts rendaient faciles les visites d'inspection du chef à travers toute sa chefferie.

Le Mwami et les mêmes coopérants belges (Christopher, Pith, par la suite Maton et Paul) mirent sur pied une organisation non gouvernementale dénommée ADAS. Cette structure s'occupa de l'encadrement des agriculteurs de Bunkeya en leur fournissant de la semence et des intrants. Sur le plan social, un centre d'encadrement de la jeunesse fut créé et dotée d'une bibliothèque, d'une salle de lecture, d'une salle de projection cinématographique. Ce centre, dénommé « Ambassade » situé au loin de l'école secondaire, se donnait aussi pour tâche l'élaboration des manuels de lecture et d'écriture en langue locale « le kisanga ». Intéressé par la culture yeke, le coopérant Jean Claude Maton parviendra au soir de sa vie à réaliser à partir des traditions orales, une œuvre de valeur sur l'histoire ancienne des Yeke.<sup>576</sup> Cette organisation non gouvernementale a poursuivi ses actions jusqu'au lendemain du départ du dernier coopérant, monsieur Maton.<sup>577</sup>

Le souci majeur du Mwami pour sa population était celui de la résorption du chômage par l'auto prise en charge. C'est pourquoi il tentera plusieurs fois à organiser des structures permettant le décollage de l'agriculture ; activité principale de toute sa population. Il fallait inciter cette dernière à s'adonner aux travaux de champs. Godefroid sollicita, en 1978, une

---

<sup>575</sup>« Entretien avec monsieur Kadilo ».

<sup>576</sup>Entretien avec monsieur Kitanika à Bunkeya, le 16 septembre 2011 : Ces coopérants belges sont venus d'abord pour travailler dans l'enseignement après ils ont créé en collaboration avec Godefroid Munongo une ONG dénommée Programme de Développement Global de Bunkeya, PDGB, en sigle qui sera remplacée par ADAS à partir de 1983.

<sup>577</sup>« Entretien avec monsieur Kitanika ».

aide du CEPSE pour l'encadrement des agriculteurs. Il faut souligner que deux ans auparavant, le CEPSE avait opté pour les grandes cultures mécanisées. :

C'est le 10 juillet 1974 que le commissaire de Région du Shaba invite à une importante réunion toutes les grandes sociétés industrielles de la Région. Il s'agissait de remédier d'urgence à la pénurie croissante de maïs, cette céréale constituant la base de l'alimentation locale. Depuis longtemps, le déficit vivrier a dépassé le cap des 100.000 tonnes et le Conseil Exécutif National s'en est ému. Il a pris la décision d'inviter les sociétés locales à entamer sans plus tarder d'importants travaux de cultures mécanisées. Au sortir de la réunion, la GECAMINES demande au CEPSE d'exécuter pour elle, le programme agricole impose et, dans les minutes qui suivent, le CEPSE s'engage à réaliser 750 hectares de maïs, cette même année encore ainsi que 200 hectares de soja.<sup>578</sup>

C'est dans ce contexte que le CEPSE, par l'entremise du « Fonds d'avance aux territoires » et de l'A.P.I (Aide aux Populations de l'Intérieur), attribua une aide aux agriculteurs de Bunkeya, selon Makungu une trentaine, en leur donnant les semences et intrants ; mit à leur disposition un tracteur pour labourer leurs champs. Les résultats ne furent pas satisfaisants, bon nombre d'agriculteurs bénéficiaires de cette aide n'avaient pas effectué le remboursement de fonds qui leur avaient été consentis. La dette globale de ces agriculteurs fut remboursée par le mwami lui-même.<sup>579</sup> Toutefois, le CEPSE poursuit son soutien aux œuvres médicales gérées par les missions religieuses. Mais la Sœur responsable, dans un rapport établi en 1980, se plaignait du fait que le CEPSE n'avait pas augmenté son budget par rapport au coût de la vie et qu'il avait supprimé l'aide en médicaments.<sup>580</sup> La suppression de cette aide avait de lourdes conséquences sur le social de la population, le prix des consultations était revu à la hausse. Godefroid Munongo vint au secours de sa population en assistant le Dispensaire du CASOP.

Comme on peut le constater, en dehors des actions ponctuelles, l'objectif poursuivi par Godefroid Munongo était l'intégration du villageois dans le développement et pour ce faire susciter chez lui le désir de progresser. Ainsi la formation et l'éducation étaient nécessaires pour rendre le villageois agent de son propre développement. Godefroid fit appel à un groupe

---

<sup>578</sup>M.Dullier, « La philosophie », 22.

<sup>579</sup>Entretien avec monsieur Makungu à Bunkeya, le 14 octobre 2011.

<sup>580</sup>Archives de l'Archidiocèse de Lubumbashi,dossier mission Bunkeya, « Rapport des sœurs carmélites de Bunkeya sur les activités de l'hôpital »



de l'Unatza/Arcoop<sup>581</sup>, l'unique syndicat national de l'époque qui avait en son sein une structure d'encadrement des coopératives. Le vice-président national de L'Unatza/Arcoop anima des séminaires de formation à Bunkeya et à Mufunga-Sampwe. A l'issue de cette formation une coopérative prit naissance à Bunkeya. Elle s'appelait « Buya bwa lukasu » qui veut dire littéralement « le bienfait de la houe ». Cette coopérative se fixa comme objectif la valorisation des travaux agricoles. Elle prit l'option des cultures maraîchères. Les membres avaient choisi la culture de l'oignon Texas. Les résultats furent satisfaisants : huit tonnes d'oignons furent produites. Mais ces producteurs furent bientôt découragés par manque des débouchés. Mufunga qui était le président de cette association, un ancien des pionniers du centre de Mangombo raconte :

Nous avons produit plus de huit tonnes d'oignons, nous étions un groupe de six personnes. Nous avons pris la résolution d'aller vendre nos produits à Likasi. Un transporteur achemina la marchandise à Likasi ; pendant plus d'une semaine nous n'avions pas trouvé de clients. Nous n'avions finalement vendu après quelques kilos qui nous permirent de payer notre transporteur qui nous ramena à Bunkeya avec nos produits, quelle honte, quelle déception. On se distribua la quantité entre nous. Malheur pour nous, il n'y avait plus des blancs pour acheter, Mobutu les avait chassés en leur arrachant les magasins.<sup>582</sup>

Pendant cette période, l'économie congolaise était en difficulté, la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International ne cessaient de revenir sur la gravité de la situation. A partir de 1983, le pays était soumis à une rigueur sans précédent. Le poids de l'austérité fut surtout porté par les populations congolaises. La part substantielle des ressources en devises dégagées à partir des mesures conseillées par le Fonds Monétaire International était affectée au remboursement de la dette. C'est ce qui poussera Mobutu à dire que l'on ne mange pas la rigueur.<sup>583</sup> A partir de 1982, le pays ne s'industrialise pratiquement plus. L'industrie manufacturière est tombée en 1982 à 63% de sa production de 1974. L'industrie de consommation ne livrait plus en 1982 que 60,3% de sa production de 1974. La fabrication de machines et d'équipement est tombée de 69,4% de 1974 à 1982. En 1985, le secteur manufacturier réalise seulement 5% du BIP<sup>584</sup>

---

<sup>581</sup>Union Nationale des Travailleurs Zaïrois, branche chargée de l'encadrement des coopératives.

<sup>582</sup>« Entretien avec monsieur Mufunga Valentin »

<sup>583</sup>Kayamba Badye, « Politique, gouvernance et prodrome de la mondialisation. » *Likundoli*, collection documents et travaux, numéro spécial (2009), 42.

<sup>584</sup>World bank, Zaïre economic memorandum. Report n°5417-zr, 29 mars 1985, p.276, et nécessité d'un ajustement structurel. Cité par Kayamba Badye, « Politique », 44.

Entre 1985 et 1990, le mwami obtint une aide du Lions'club de Kolwezi pour l'entretien du canal desservant la plaine de Bwatobongo, l'ADAS aussi continua pendant ces années à œuvrer pour la réfection et l'entretien de ce même canal. Il faut avouer que le développement que connaît Bunkeya est le fruit des efforts consentis pour l'entretien de ce canal, source du développement des cultures maraîchères.

Il est vrai que dans ce contexte général les populations rurales soient les plus touchées par la crise économique et financière qui avait secoué tout le pays. Godefroid Munongo, malgré la conjoncture du moment, continua de voler au secours de sa population. Il créa autour de ces mêmes années, une entreprise agricole appelée « Compagnie de la Lufira ». Godefroid obtint le soutien de son fils aîné Christian Munongo, né à Elisabethville le 19 octobre 1955. Il fit une partie de ses études primaires au collège Saint-François de Sales (Imara). Il les poursuivit à Dormans en France où il acheva le cycle de son secondaire. Après deux années de Droit à la Sorbonne, il s'inscrivit à l'Institut Libre des Relations internationales à Paris. En 1982, il en sortit diplômé. Il rentra au pays après ses études et s'occupa de la Compagnie de la Lufira, créée en 1983. Sa structure administrative se présentait de la manière suivante : Président-Directeur-Général Godefroid Munongo, Administrateur-Directeur Christian Munongo, Directeur financier Symphorien Munongo et le directeur du personnel et du transport Dieudonné Kapanda. Son but principal était le développement rural. Elle avait pour ambition de développer l'agriculture, d'acheter des produits vivriers de l'intérieur du Katanga pour les acheminer dans les centres urbains. L'objectif était de stimuler davantage la production agricole en évacuant les produits vivriers non vendus. La mévente des produits décourageait les paysans. Au départ la Compagnie de la Lufira était dotée de quatre tracteurs, de quinze camions, bref, d'un équipement complet pour labourer, semer et récolter...Les premières années d'existence, elle avait pu défricher un champ qui s'étendait sur cent cinquante hectares. Produisant et achetant le maïs de l'intérieur pour le vendre dans les centres urbains, la Compagnie de la Lufira avait comme principal client la Brasimba. Elle lui fournissait plus ou moins huit tonnes de maïs par an. L'ancienne Ferme de Kisanga achetait à la Compagnie plus ou moins 100 tonnes par an. Ces transactions commerciales entre la Compagnie de la Lufira et la Brasserie Simba du Katanga avaient permis l'épargne des devises qui servaient autrefois au ravitaillement de la Brasserie par l'achat de maïs de pays étrangers. Tous les chefs coutumiers des environs de Fungurume avaient bénéficié des services de la Compagnie, celle-ci mettait à leur disposition les tracteurs pour leurs champs dès qu'elle terminait ses labours. Elle fournissait tout, jusqu'aux semences.

Les chefs indiquaient simplement l'endroit à cultiver et la compagnie s'occupait de tout. Néanmoins, à la récolte, les chefs coutumiers payaient une quote part à la compagnie, cela en nature selon les modalités fixées préalablement. Ce paiement dépendait de la surface des champs cultivés.<sup>585</sup>

Dans la philosophie de Godefroid et de Christian, il fallait réhabiliter l'autorité coutumière en lui accordant des moyens d'existence. C'est dans ce cadre qu'il avait initié ce programme de labour des champs des autorités coutumières. Elle devait s'étendre à tous ceux qui en manifesteraient l'intention. La compagnie ne réalisa pas ce rêve. Quand elle terminait ses champs et ceux des chefs coutumiers, il faisait déjà tard et la saison ne permettait plus de continuer à labourer et à semer.<sup>586</sup> Pour résorber le chômage à Bunkeya, La Compagnie de la Lufira embauchait régulièrement au centre agricole de Fungurume ou Ferme Munongo, une centaine de jeunes désœuvrés qui s'occupaient généralement du ramassage des produits après le passage de la moissonneuse dans les champs. Ces jeunes recevaient en contrepartie un petit salaire pour leur survie, mais profitaient plus de la formation en matière agricole de la part des agronomes affectés par la Compagnie de la Lufira à la Ferme Munongo. Godefroid initia également la culture du riz à Bunkeya et c'est à Mukembe que les résultats étaient satisfaisants, autour des années 90, la production pouvait atteindre les 20 tonnes de riz. La compagnie ouvrit un petit magasin de vivres, elle menait à Bunkeya 500 sacs de farine de maïs par mois dont les principaux bénéficiaires étaient les « Bagoli », « Banangwa ». Les agents de l'office, les maçons, les policiers eux aussi recevaient chacun un sac de farine à crédit. C'est la minoterie de Kakontwe (Likasi) qui en était fournisseur.<sup>587</sup> De cette manière, la Compagnie aidait la population en fournissant la denrée de première nécessité pendant la période que l'on a appelée période de soudure à l'époque coloniale.

Christian poursuivit l'œuvre de son père. Il pensait que pour bien administrer le pays et sortir la population de la misère, il fallait accorder des pouvoirs considérables aux chefs coutumiers qui étaient plus près de la population. Il fallait, estimait-il, réhabiliter l'autorité coutumière et lui accorder les moyens efficaces pour le développement du Congo. C'est ainsi que, devenu vice-ministre de l'intérieur, chargé des affaires coutumières, Christian va

---

<sup>585</sup>Entretien avec monsieur Kapanda Mukanda Bantu à Lubumbashi, le 24 janvier 2013.

<sup>586</sup>*Biographie Historique du Congo*, Cerdac, Collection Documents et Travaux, 22(2002-2003), 137-140.

<sup>587</sup>« Entretien avec monsieur Kapanda Mukanda Bantu »

s'évertuer, sans y parvenir hélas, à faire en sorte que les chefs coutumiers soient élevés au rang de chef de Division dans l'administration. Il avait même entrepris la rédaction d'un « Droit coutumier Congolais » qu'il n'a malheureusement pas mené à son terme, empêché par la mort qui l'avait surpris dans ses réflexions. Il a réhabilité les infrastructures routières, notamment le tronçon Luambo-Bunkeya et les routes de l'intérieur de la chefferie. La fondation du Mwami M'siri était l'œuvre de Christian. Elle a été créée en 1992, mais n'a pu commencer à fonctionner qu'en 1996. La fondation du Mwami est un organisme aux objectifs très larges dans le domaine du développement. Elle cherchait à encadrer, à favoriser et à promouvoir l'instruction. Elle cherchait également à favoriser la recherche, notamment dans le cadre de la médecine traditionnelle. Bref, ses objectifs visaient le bien-être de la population en dotant les chefs coutumiers de nouvelles ressources autres que celles prévues par la coutume, en prenant en charge les études des enfants des chefs coutumiers, en créant les infrastructures dignes de développer la population comme les écoles, les dispensaires, en accordant des crédits agricoles, des intrants, en revalorisant la culture de chaque tribu du Katanga.

L'œuvre de Godefroid et de Christian retrouva son couronnement avec la création de l'entreprise dite DAPAG (Domaine Agro-pastoral et Aménagement du Garenganze) ; Cette entreprise poursuivit les actions en faveur de la population de Bunkeya en distribuant à crédit les semences d'oignons, de soja, haricot. Même si au début le remboursement posa bien des problèmes, cet encadrement permit à plusieurs agriculteurs de se procurer des biens de valeur, entre autres vélo, machine à coudre, construction des maisons en matériaux durables. La production de l'oignon, au début de cette entreprise pouvait être évaluée à plus de 60 tonnes qui furent vendues sur le marché de Likasi, Lubumbashi, Kolwezi, Kinshasa et même à Brazzaville.<sup>588</sup> Mais, que devient Bunkeya ?

### ***II.3 Bunkeya, centre de polarisation des activités socio-économiques***

Des facteurs internes et externes ont été à l'origine d'une dynamique nouvelle de développement du centre de Bunkeya. Les efforts individuels et collectifs ont redonné à ce village, l'image d'un centre d'attraction des populations environnantes. Ceci est comparable à une initiative qui fut mise en œuvre au Congo-Brazzaville en créant des villages dits « Villages-centres ». Ces villages furent choisis en raison de leur dynamique économique,

---

<sup>588</sup>« Entretien avec monsieur Kapanda Mukanda Bantu »

géographique et démographique. Cette opération village-centre tentait de remédier à une disparition accélérée des villages liés à l'abandon et à l'enclavement.<sup>589</sup> Bunkeya devenait pour ainsi dire, avec les efforts du mwami, le village-centre de la région. La réfection et la réhabilitation des routes de desserte agricole constituèrent, dans la mesure du possible, l'élément catalyseur du développement communautaire de toute la contrée. La construction des ponts dont nous avons parlé précédemment favorisa le désenclavement de Bunkeya, les habitants des autres villages de la chefferie pouvaient écouler leurs produits à Bunkeya avant de se rendre dans les centres urbains les plus proches. Profitant de sa position politique, le Mwami Godefroid Munongo obtint des autorités compétentes de l'office des routes l'installation d'un camp de travailleurs. Jusqu'à ce jour, il existe dans la subdivision administrative de Bunkeya, un quartier dénommé « Chantier » dont le choix du responsable n'est pas dicté par les impératifs coutumiers à l'instar des autres quartiers de la cité. La présence de ce camp a non seulement permis la réhabilitation des tronçons routiers, mais la paie des travailleurs permettait un flux d'argent et les échanges devenaient de plus en plus intenses.

La relance des activités agricoles par l'éducation de la masse, l'octroi des crédits pour achat des semences et intrants contribuèrent à l'évolution de la mentalité. Des coopératives furent créées alors que Bunkeya n'avait jamais connu cette expérience durant toute la période coloniale et cela pour des raisons pas évidentes de manque d'espace. Situé à moins de 100 km des centres urbains et industriels, l'impact de l'industrialisation ne se fait pas réellement sentir. La seule grande œuvre de l'Union Minière du Haut-Katanga à Bunkeya fut la construction de l'Hôpital par l'entremise du CEPSI. L'encadrement de cet organisme fournira à cette formation médicale le matériel, les médicaments et la rémunération du personnel soignant jusqu'autour de l'année 1983. Cet organisme avait tenté d'encadrer les agriculteurs, les résultats n'ont pas été, comme nous l'avons souligné, (satisfaisants. Selon le témoignage cité ci-haut, c'est le mwami lui-même qui remboursa les crédits des agriculteurs auprès du CEPSE.

Un autre facteur qui a fait de Bunkeya un centre d'attraction est la sécurité des hommes et de leurs biens. L'épopée mobutienne est caractérisée par les tracasseries de tout genre, les populations rurales étaient à la merci de la gendarmerie, surtout de la JMPR

---

<sup>589</sup>G.Tati, « Migrations, urbanisation et développement au Congo, Travaux publiés par l'Institut de Formation et de Recherche Démographiques », *Les Cahiers de l'IFORD*, 5(juin 1993), 71.

(Jeunesse du Mouvement Populaire de la Révolution). L'extorsion caractérisait ces unités de la police. Jouissant de sa position, Godefroid Munongo a su donner la quiétude à ses administrés. Comme le témoigne monsieur Floribert Kisakwe :

Quand je suis arrivé ici à Bunkeya pour rendre visite à mon jeune frère qui y vivait depuis cinq ans, j'ai remarqué que la population vivait librement et n'était pas à la merci des gendarmes comme c'était le cas ici chez nous dans le buzela où tous les sentiers qui mènent vers le lac Moero étaient visités par les membres de la J.M.P.R, comme des bandits cherchant à dévaliser tout passant, c'est pourquoi j'ai décidé de rester ici d'autant que les produits agricoles se vendent depuis un certain temps bien ici à Bunkeya.<sup>590</sup>

Les nouveaux types de rapports qui s'établirent entre les villes et les campagnes favorisèrent l'éclosion d'une autre façon de vivre. En effet pendant la période de crise, les villes du cuivre s'enfoncent dans un marasme économique sans précédent. Peuplant de citadins les villages attenants ou lointains, elles se créent de proche en proche une campagne véritable, tissant avec elle des liens de complémentarité multiples, y diffusant leurs modèles à partir de centres-relais. Jean-Claude Bruneau poursuit son analyse en stipulant qu'il s'agit moins d'une résurrection de la vie villageoise d'antan que l'émergence d'un espace rural nouveau, à composante citadine puisque polarisé par les missions, les gares qui sont autant des noyaux urbains en gestation ...Naguère encore les très modestes localités du bassin minier ne jouaient guère que le rôle de relais migratoire de l'exode rural vers les villes du cuivre. Le mouvement s'est complètement inversé, et les petites villes reçoivent, comme les villages, leur quota de gens venus des grandes villes.<sup>591</sup> Finalement, tout se passe comme si les facteurs qui faisaient l'attraction de la ville étaient devenus autant des raisons de la quitter, s'il n'y a plus de travail, plus de santé, plus d'instruction digne de ce nom, et surtout plus rien à manger, l'intérêt matériel dans les villes s'est réduit à peu de chose, restent l'intérêt psychologique, la fierté d'être citadin, le mépris pour la brousse.

C'est dans ce contexte que Bunkeya recevait des citadins venant des centres miniers du Katanga, Lubumbashi, Likasi, Kolwezi, etc. Ces nouveaux venus apportent à la communauté locale une autre vision des choses. Des commerçants à la sauvette circulent avec des marchandises souvent à troquer contre les produits vivriers. Les uns font les va-et-vient tandis que d'autres ont décidé de vivre à la campagne. C'est le commerce qui les a attirés dans

---

<sup>590</sup>Entretien avec monsieur Floribert Kisakwe à Bunkeya, le 12 septembre 2011.

<sup>591</sup>Bruneau.J-C, *D'ici et d'ailleurs, quand les immigrants se font autochtones. Citadins et paysans du haut-Katanga*, Presses Universitaires de Yaoundé, 1999.p.226

un premier temps et, finalement, certains par les liens de mariage s'intègrent dans la vie du village. Ils obtiennent des lopins de terre et deviennent des agriculteurs. Benoit Kalunda venant de Lubumbashi décrit comment il s'est installé à Bunkeya :

...A mon arrivée à Bunkeya, mon ami et collègue m'a pris en charge, il m'avait assuré le logement et la nourriture. J'ai troqué mes marchandises contre le maïs. A ma première sortie, j'ai réalisé un bénéfice double. Des va-et-vient entre d'abord Bunkeya et Likasi car le transport n'était pas cher. Deux ans après, j'avais mené une bonne campagne agricole. La recette me permit de m'acheter une maison à Lubumbashi et de l'entretemps je m'étais marié à une femme de Bunkeya. Une année de vie à Lubumbashi, je ne me suis plus adaptée à la vie citadine. Je regagnais Bunkeya tout en exerçant le petit commerce, je me suis adonné à la culture maraichère comme d'autres personnes venues de Likasi, Kolwezi, Fungurume ou de Lubumbashi. Ma préférence était la culture de l'oignon texas. Celle-ci est rentable. Bon nombre des habitants qui s'adonnent à cette culture ont construit des maisons en matériaux durables, ont acheté des moulins. Selon moi, la présence des « étrangers », a révolutionné la mentalité du milieu. A présent, c'est presque tout le monde qui se donne à cœur joie aux travaux champêtres. Des gens viennent de partout pour vivre à Bunkeya ou vendre leurs marchandises. Pour le moment nous n'avons plus besoin de nous rendre en ville pour écouler nos produits, les commerçants venant de partout sillonnent tout Bunkeya et les villages voisins. Des grands groupes électrogènes alimentent plusieurs maisons, des salles de cinéma, des boutiques de vivres frais...Avec l'installation de l'antenne de communication et l'aménagement de la route de Luambo, Bunkeya est connecté aux grandes villes du Katanga.<sup>592</sup>

A la lumière de ce qui précède, il y a lieu d'affirmer que l'œuvre de reconstruction, d'éducation au développement entamée par Antoine Munongo, poursuivie par le clan de Godefroid Munongo trouve son couronnement dans la situation sociale, économique et culturelle actuelle de Bunkeya. L'élan de développement n'est plus une affaire du pouvoir coutumier, chaque membre de la communauté se sent interpellé par le souci du mieux-être. Bunkeya est devenu un centre de polarisation et d'attraction commerciale de toute la contrée, car sur un rayon de trois cents kilomètres (de Luambo à Mitwaba), on ne retrouve pas un village aussi important que Bunkeya. L'histoire de M'siri ne sera jamais effacée dans la mémoire collective de toute la région.

Il faut bâtir la ville à la campagne ; c'est en somme ce qui s'est produit au Katanga méridional où les villes du cuivre se projetaient sur le monde rural environnant, subsistant de nouvelles formes d'organisation de l'espace, et poursuivant dans le brassage de populations

---

<sup>592</sup>Entretien avec monsieur Kalunda Benoit en date du 6 octobre 2011 à Bunkeya.

d'origines diverses l'acculturation propre au milieu urbain. Bunkeya paraît retrouver en fait sa configuration précoloniale, une cité où on retrouvait les ressortissants de plusieurs contrées. (Avec cette différence qu'il s'agit ici des hommes libres et non plus des esclaves !) M'siri avait fait occuper Bunkeya des esclaves venant de partout.

Benoît Kalunda s'est marié à une femme de Bunkeya sans doute pour lui faciliter son intégration dans ce milieu en vue d'exercer sans beaucoup de peine ses activités commerciales. Ce récit soulève aussi la question de mentalité, la révolution culturelle serait aussi l'œuvre de l'étranger, ce citadin à la quête du bien-être, se retrouve bon agriculteur dans le milieu coutumier.

### ***Conclusion partielle***

Les études faites ont permis à Godefroid Munongo d'exercer les fonctions stratégiques et importantes dans la vie tant professionnelle que sociopolitique du Congo. Godefroid Munongo fit son entrée en politique à partir de 1958. En effet, les élections municipales de 1957 éveillèrent en lui un nationalisme katangais très intransigeant et le poussèrent à s'engager dans la lutte sans merci contre les « non originaires » en matière d'emploi. Il faisait partie du groupe de Katangais qui s'étaient réunis pour monter une association qui fut à l'origine de la création de la CONAKAT. Cette dernière sera présidée à ses débuts par Godefroid Munongo. A l'issue des élections de Mai 1960, il deviendra député provincial.

Dans le gouvernement de Moïse Tshombe, Godefroid Munongo se vit confier le ministère de l'intérieur. A la tête de ce ministère, il sut stabiliser l'administration du Katanga avec un corps de sûreté et de police bien équipée et bien disciplinée. Une école d'administration et de police ouverte par son ministère permit à la province de disposer des territoriaux bien formés en matière administrative.

A la tête du ministère de la santé, il entreprit l'élargissement de la couverture sanitaire de la province en créant et en équipant les hôpitaux ; les dispensaires et les dépôts pharmaceutiques en produits et en matériels de santé sur dans les milieux coutumiers. A la création de la Province du Katanga-Oriental, Godefroid Munongo se vit confier la tutelle du ministère de la justice et de l'information. Autour de Moïse Tshombe à la primature du Congo, Godefroid Munongo fut ministre national de l'intérieur avant d'être élu à la tête de la province du Katanga Oriental. Son programme de reconstruction de la province se poursuivit lors de son élection à la tête de la province du Sud-Katanga comme Gouverneur, créée en 1966. Pendant



le régime Mobutu, Il fut successivement membre du bureau politique, du Comité Central et commissaire d'Etat à l'Administration du Territoire. Partout où il est passé comme responsable politique, il n'avait pas manqué à poser des gestes en faveur de son Bunkeya natal.

Intronisé en décembre 1976, il prend pour surnom de règne: Shombeka Kyalo, le bâtisseur, le constructeur de la terre ancestrale. Sur le plan des idées, il fut un tenant de l'authenticité africaine et du mode ancestral de vie politique. Godefroid Munongo réintroduisit le culte des ancêtres pour marquer d'un cachet spécial les festivités du 20 décembre ; date commémorative de la mort d'Msiri.

Godefroid Munongo, par sa position politique et sociale, a dû lutter farouchement et avec efficacité contre les détracteurs de sa population, notamment les tracasseries des éléments prétendus de la sécurité civile et de la JMPR (Jeunesse du Mouvement Populaire de la Révolution) qui caractérisaient le régime Mobutu. Les populations des régions environnantes venaient se réfugier à Bunkeya. Godefroid, en assurant la sécurité des personnes et de leurs biens, a favorisé le développement du site de Bunkeya.

Sur le plan économique et social, il mérita son surnom de règne en exploitant four à chaux, hôtel et motel à Bunkeya, à la veille de rendre vie aux salines de Nguba et de créer au chef-lieu une marbrerie destinée à valoriser une riche matière première locale et satisfaire ainsi des besoins qui se manifestaient dans certains milieux urbains privilégiés. Shombeka entreprit la construction des ponts pour désenclaver Bunkeya. La construction de ces ponts a, non seulement permis les contacts et les échanges entre les populations des différents groupements des Yeke, mais faisait de Bunkeya un centre de convergence de toutes les activités de la chefferie. La réfection des routes et la construction des ponts rendaient faciles les visites d'inspection du chef à travers toute sa chefferie.

Le souci majeur du Mwami pour sa population était celui de la résorption du chômage par l'auto prise en charge. C'est pourquoi il tentera plusieurs fois à organiser des structures permettant le décollage de l'agriculture ; activité principale de toute sa population. Il fallait inciter cette dernière à s'adonner aux travaux de champs. Godefroid sollicita, en 1978, une aide du CEPSE pour l'encadrement des agriculteurs. C'est dans ce contexte que le CEPSE par l'entremise du « Fonds d'avance aux territoires » et de l'A.P.I (Aide aux Populations de l'Intérieur), attribua une aide aux agriculteurs de Bunkeya en leur donnant les semences et intrants ; mit à leur disposition un tracteur pour labourer leurs champs. Les résultats ne furent

pas satisfaisants, bon nombre d'agriculteurs bénéficiaires de cette aide n'avaient pas effectué le remboursement de fonds qui leur avaient été consentis. L'objectif poursuivi par Godefroid Munongo était l'intégration du villageois dans le développement et pour ce faire susciter chez lui le désir de progresser. Ainsi la formation et l'éducation étaient nécessaires pour rendre le villageois agent de son propre développement. Godefroid fit appel un groupe de l'Untza/Arcoop, l'unique syndicat national de l'époque qui avait en sein une structure d'encadrement des coopératives. Le vice-président national de L'Untza/Arcoop anima des séminaires de formation à Bunkeya et à Mufunga-Sampwe. A l'issue de cette formation une coopérative prit naissance à Bunkeya.

Godefroid Munongo, malgré la conjoncture du moment, continuera de voler au secours de sa population. Il créera autour de ces mêmes années, une entreprise agricole appelée « Compagnie de la Lufira » qui avait pour ambition de développer l'agriculture, d'acheter des produits vivriers de l'intérieur du Katanga pour les acheminer dans les centres urbains. Ceci pour stimuler davantage la production agricole en évacuant les produits vivriers non vendus.

Des facteurs internes et externes ont été à l'origine d'une dynamique nouvelle de développement du centre de Bunkeya. Les efforts individuels et collectifs ont redonné à ce village, l'image d'un centre d'attraction des populations environnantes. La réfection et la réhabilitation des routes de desserte agricole, œuvre du mwami serait l'élément catalyseur du développement communautaire de toute la contrée. La construction des ponts dont nous avons parlé précédemment favorisa le désenclavement de Bunkeya, les habitants des autres villages de la chefferie pouvaient écouler leurs produits à Bunkeya avant de se rendre dans les centres urbains les plus proches. Les nouveaux types de rapports qui s'établirent entre les villes et les campagnes favorisèrent l'éclosion d'une autre façon de vivre. En effet pendant la période de crise, les villes du cuivre s'enfoncent dans un marasme économique sans précédent. Peuplant de citadins les villages attenants ou lointains, elles se créent de proche en proche une campagne véritable, tissant avec elle des liens de complémentarité multiples, y diffusant leurs modèles à partir de centres-relais ou Villages-centres. Ces nouveaux venus apportent à la communauté locale une autre vision des choses. Des commerçants à la sauvette circulent avec des marchandises souvent à troquer contre les produits vivriers. Les uns font les va-et-vient tandis que d'autres ont décidé de vivre à la campagne. C'est le commerce qui les a attirés dans un premier temps et finalement certains par les liens de mariage s'intègrent dans la vie du village.